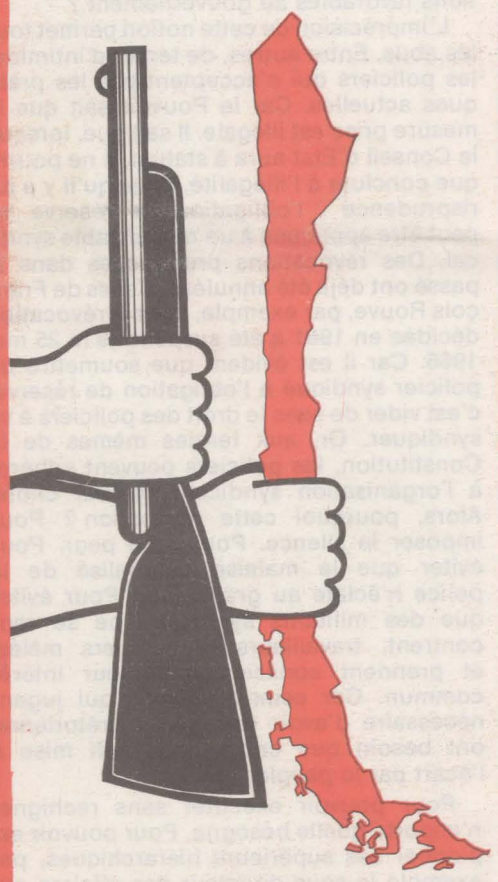
l'unité

N° 94 - 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 18 au 24 Janvier 1974



LA CRITIQUE DES ARMES

par Régis Debray

LA GANGRENE

Pour quiconque aurait pu en douter, le gouvernement vient, une fois de plus, d'apporter la preuve qu'il entend faire de la police une garde prétorienne. La sienne. Une garde à l'abri de la grogne, obéissante, sans questions, sans scrupules. Une garde prétorienne efficace, acceptant sans un murmure n'importe quelle mission. Même les plus répressives. C'est ce que signifie la révocation de Jean-Louis Breton.

Breton était inspecteur de police et militant syndical. Secrétaire adjoint du syndicat C.f.d.t. de la police parisienne, il avait participé, le 16 novembre 1973, à une assemblée générale des travailleurs de Lip. A leur demande. Mandaté par son organisation. Il s'agissait, pour lui et ses camarades, d'expliquer aux grévistes de Lip quels étaient les problèmes des policiers. Car ce n'est pas la récente campagne de Raymond Marcellin, les affiches géantes, qui peuvent améliorer l'image de marque de la police. Trop de scandales, de silences, d'interventions, trop de brutalités sont venus la ternir. A la racine, il y a l'utilisation que fait le Pouvoir de sa police. Au service du patronat, elle intervient toujours contre les travailleurs. Jamais en leur faveur. Même lorsqu'une décision de justice est prise à l'encontre d'un patron — cela arrive — a-t-on vu une escouade de C.r.s. ou quelques inspecteurs en civil venir « l'encourager » avec les arguments habituellement réservés aux grévistes, afin qu'il obéisse à une telle décision ?

C'est dans ces pratiques que réside le premier scandale. Mais ce n'est pas le plus grave. Après avoir fait de sa police la gardienne vigilante des intérêts de la bourgeoisie, voici que le gouvernement a eu besoin d'arracheurs d'affiches, de claques pour ministres en voyage, de plombiers pour n'importe quelle besogne. A qui s'adresser, si ce n'est à des hommes introduits tout exprès

(Suite en page 2)



L'inspecteur Louis Breton.

ACTUALISER LE PROGRAMME COMMUN

LIP: CE N'ETAIT PAS "FINI"

Sommaire

3 **GAUCHE : ON NE CHANGE PAS DE CAP, PAR ANTOINE VIOLET.**
La gauche est d'accord pour compléter ses propositions. Elle n'a aucune raison de modifier ses choix.

4 **C.F.D.T. : LA RECHERCHE D'UNE CONVERGENCE, PAR MICHELE BACKMANN.**
A la fin de la semaine prochaine la C.f.d.t. va préciser les propositions qu'elle entend faire aux partis de gauche et aux syndicats.

5 **EDITORIAL : ACTUALITE DU PROGRAMME COMMUN, PAR CLAUDE ESTIER.**

6 **LIP : CE N'ETAIT PAS « FINI », PAR MICHELE BACKMANN.**
Après 9 mois de luttes, d'espoirs, de déceptions, une solution est enfin née. Messmer la fera-t-il échouer ?

7 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

8 **CHARBON : RENVERSER LA VAPEUR, PAR JEAN MONTAGNARD.**
Le Pouvoir ne peut plus justifier la liquidation des houillères face aux prix actuels du pétrole. Mais il le fait quand même.

9 **GREVES : LA VICTOIRE DE LA SOLIDARITE, PAR CHRISTINE COTTIN.**
Les travailleurs de chez Dynamic ont appris en 6 semaines de grèves que leur combat est le même : immigrés et Français confondus.

11 **CHANGER LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE.**

12 **ETRANGER : LE MIRAGE LYBIEN, PAR CLAUDE FUZIER.**
Le colonel Kadhafi peut séduire, agacer ou révolter, mais il existe. Et puis, il y a le pétrole...

13 **PLANNING FAMILIAL : LES EXCLUS DE PONIATOWSKI, PAR CHRISTINE COTTIN.**

14 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.**

15 **LAINE : MAZAMET PART EN QUENOUILLE, PAR JOSETTE BARBIER.**
Mazamet, cité du Tarn, capitale du délainage, craint pour son monopole après avoir longtemps fait sa pelote.

16 **IMMOBILIER : UN IMMEUBLE EN TROMPE-L'ŒIL, PAR MARIE-LOUISE TAILLEFER.**
Le si joli immeuble rénové cachait une très jolie petite escroquerie.

17 **CINEMA : L'EXEMPLE ALGERIEN, PAR SERGE RICHARD.**
Loin des sous-produits occidentaux et du cinéma arabe « traditionnel » le cinéma djidid est né. Un exemple pour les caméras du Tiers-Monde.

18 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

19 **DOCUMENT : LE CRIBLE CHILIEN, PAR REGIS DEBRAY.**
Réformisme ; révolution ; lutte armée. Ces mots résument les espoirs, les mythes et les échecs de tout un continent : l'Amérique Latine. Avec son livre « La critique des armes », Régis Debray tente de clarifier le débat, d'analyser les échecs, d'ouvrir les perspectives. Nous sommes tous concernés.

24 **DES CHOIX JUSTIFIES, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.**
Au cours de sa conférence de presse de mardi dernier puis de l'émission Actuel 2, François Mitterrand a souligné combien la crise présente justifiait les choix faits par la gauche dans le programme commun.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 8-9), Barrigues (pages 7-12), Jean-Pierre Coureuil (pages 1-16-19), Fotolib (pages 10-11), Keystone (page 4), Teich (pages 13-14).

→

dans la police et en qui on peut placer sa confiance. Dès lors, les qualités professionnelles et humaines du « policier » ont peu d'importance. Ce qui compte, c'est qu'il soit prêt à tout. Même si l'on doit fermer les yeux sur les à-côtés... Breton n'est ni proxénète, ni membre du Sac, ni voleur. C'est seulement un syndicaliste. Donc révocable. Le prétexte : il aurait tenu des propos de nature à déconsidérer le corps des policiers. 14 jours après la rencontre avec les travailleurs de Lip, il était entendu une première fois par Debie, le directeur de l'Inspection générale des services, la police des polices. Le 22 décembre, nouvel interrogatoire. Le 10 janvier, il était révoqué. Pour avoir manqué à l'obligation de réserve ! Fait-on jouer l'obligation de réserve lorsqu'un policier ou un fonctionnaire rend publiques des déclarations favorables au gouvernement ?

L'imprécision de cette notion permet tous les abus. Entre autres, de tenter d'intimider les policiers qui n'acceptent pas les pratiques actuelles. Car le Pouvoir sait que la mesure prise est illégale. Il sait que, lorsque le Conseil d'Etat aura à statuer, il ne pourra que conclure à l'illégalité. C'est qu'il y a jurisprudence : l'obligation de réserve ne peut être appliquée à un responsable syndical. Des révocations prononcées dans le passé ont déjà été annulées. Celles de François Rouve, par exemple, dont la révocation décidée en 1961 a été suspendue le 25 mai 1966. Car il est évident que soumettre un policier syndiqué à l'obligation de réserve, c'est vider de sens le droit des policiers à se syndiquer. Or, aux termes mêmes de la Constitution, les policiers peuvent adhérer à l'organisation syndicale de leur choix. Alors, pourquoi cette révocation ? Pour imposer le silence. Pour faire peur. Pour éviter que le malaise généralisé de la police n'éclate au grand jour. Pour éviter que des militants syndicaux ne se rencontrent, travailleurs et policiers mêlés, et prennent conscience de leur intérêt commun. Car ceux-là mêmes qui jugent nécessaire d'avoir une garde prétorienne ont besoin que cette garde soit mise à l'écart par le peuple.

Pour pouvoir exécuter sans rechigner n'importe quelle besogne. Pour pouvoir espionner ses supérieurs hiérarchiques, par exemple le sous-directeur des affaires criminelles à la P.j., Honoré Gevaudan, dont les lignes téléphoniques auraient été branchées sur table d'écoutes. Ou quelques-uns des hauts fonctionnaires de divers services de police dont on vient d'apprendre qu'ils faisaient partie, eux aussi, de la longue liste des écoutés.

Le premier résultat de la révocation de Breton n'a pas été celui que Marcellin escomptait. La colère a supplanté la peur. Pour la première fois depuis une quinzaine d'années, les syndicats de police (autonomes, C.f.d.t., C.g.t.) se sont retrouvés. Ensemble, ils représentent près de 80 % des personnels. Bien décidés à ne pas laisser mettre en cause le droit syndical, à résister à la gangrène que le Pouvoir inocule à sa police.

Les jours qui suivent diront s'il faut classer dans la série des écoutes, bien à la mode ces temps-ci, l'information publiée par « Paris-Match » et reprise par « le Canard enchaîné » de cette semaine sur la présence de micros chez François Mitterrand. Pour l'instant, des vérifications faites dans son appartement parisien laissent penser qu'un ou des micros peuvent avoir été implantés dans le mur de son bureau. Des recherches ont été entreprises pour vérifier le diagnostic des instruments. Et pour retrouver, le cas échéant lesdits micros. « L'Unité », au courant de ces recherches depuis la fin décembre, ne manquera pas de leur donner la suite qui convient dès que la matérialité des faits sera prouvée. ■

ON NE CHANGE PAS DE CAP

Gauche

La gauche est d'accord pour compléter ses propositions. Elle n'a aucune raison de modifier ses choix.

La journée de lundi prochain sera importante pour la gauche. Autour de la grande table ovale du cinquième étage du siège du Parti communiste, place du Colonel-Fabien, les délégations des trois partis signataires du programme commun vont se retrouver « au sommet » pour la deuxième fois en six semaines.

Au début de décembre, au cours d'une première rencontre de ce type, qui avait été l'occasion pour les radicaux de gauche d'inaugurer leur siège de la rue Rambuteau, Georges Marchais, Robert Fabre et François Mittterrand étaient tombés d'accord sur une première procédure à mettre en œuvre pour compléter et enrichir le programmme commun de la gauche. Il n'était pas question alors des conséquences de la crise de l'énergie, mais de l'approfondissement d'un certain nombre de grandes questions évoquées trop brièvement ou trop vaguement dans le document établi en juin 1972. Des groupes d'« experts » avaient donc été mis en place pour confronter les positions des trois partis sur la construction européenne, sur la sécurité collective et sur la gestion des entreprises. Ainsi que sur les questions diverses qui avaient été introduites en annexe au programme commun à la demande des radicaux de gauche qui, n'ayant pas participé à l'élaboration du document, l'avaient signé en juillet 1972. Depuis 15 jours, ces groupes se sont mis au travail et semblent déjà avoir progressé, à l'instar de celui constitué à l'automne dernier qui a abouti à un projet de texte commun sur les problèmes monétaires, le commerce international et les moyens de contrôler l'activité des sociétés multinationales.

Sur toutes ces questions, les représentants des trois partis auront lundi à faire le point. Mais l'objet de la réunion est plus précis. Communistes, socialistes et radicaux de gauche éprouvent, en effet, le besoin de confronter leurs vues d'abord sur les réponses à apporter aux différents problèmes soulevés par les conséquences de la crise de l'énergie, ensuite face aux propositions qui leur sont ou seront faites d'une part par la C.f.d.t. **(voir en page 4 de ce numéro),** d'autre part par le P.s.u., et qui visent les unes et les autres à élaborer une « plate-forme commune» d'objectifs pour la gauche, indépendamment du programme commun auquel ces deux organisations refusent toujours de s'associer. La C.f.d.t., parce qu'elle n'entend pas se lier à un programme de gouvernement quel qu'il soit ; le P.s.u., parce qu'il continue à critiquer sévèrement le programme commun, dont le nouveau secrétaire général du P.s.u., Robert Chapuis, a même cru devoir écrire dans le dernier numéro de « Tribune socialiste », quelques jours à peine après avoir rencontré une délégation du Parti socialiste : « Le programme commun, modifié ou non, correspond à un accord de type électoral en vue d'une coalition gouvernementale entre le Parti communiste et le Parti socialiste, l'un et l'autre s'efforçant de réunir autour de lui la majorité de l'opposition. C'est un accord conjoncturel, qui permet le soutien de certaines actions revendicatives et assure aux deux organisations le contrôle étroit des opérations unitaires de la classe ouvrière : il permet de se défendre et de faire des voix ; il ne permet pas d'attaquer et de gagner. Le P.s.u., lui, n'entend pas entrer dans ce type de concurrence ».

Le Parti socialiste, désireux d'éviter toute confusion qui, dans la période actuelle, serait gravement préjudiciable à la gauche, a voulu préparer minutieusement la rencontre du 21. Et c'est en ce sens que le double débat qui s'est déroulé samedi dernier au Comité directeur, sur les problèmes politiques d'abord, sur celui plus particulier de l'énergie ensuite, a revêtu une grande importance, reléguant au second plan la discussion sur la révision des statuts préparatoire au congrès spécial des 23 et 24 mars prochains. La plupart des intervenants ont souligné à la fois qu'il ne pouvait être question de modifier en quoi que ce soit le stratégie du Parti qui repose sur l'union de la gauche autour du programme commun, même si celui-ci doit être « actualisé » et qu'il appartenait au parti socialiste de prendre les initiatives que commande la situation présente pour rassembler toute la gauche sur des objectifs immédiats. C'est en fonction de ce double impératif qu'a été adopté à l'unanimité le texte rédigé par François Mitterrand, Gilles Martinet et Claude Estier, et qui indique clairement la nature de la démarche qu'entend suivre le P.s. dans les semaines qui viennent.

Dans ce texte, le Comité directeur « constate que les mesures déjà prises par le gouvernement aboutissent pour les carburants et en dépit des affirmations répétées du Premier ministre à un rationnement de fait, qui est le rationnement par l'argent et d'une façon générale, à une aggravation considérable des sacrifices demandés aux travailleurs et aux catégories les plus défavorisées de la nation. Ces mesures ne sont pas en tout cas de nature à éviter une crise de grande ampleur avant la fin de l'année 1974. Seule, en effet, une politique rompant avec les structures actuelles de notre économie peut répondre aux problèmes posés aujourd'hui à notre pays ».

« Une telle politique, souligne le texte, a été prévue par le programme commun de la gauche qui loin d'être seulement un programme de conjoncture comporte une analyse et un projet tendant à un nouveau modèle de développement. La situation actuelle ne fait que souligner le bien-fondé des propositions qui en découlent, ne serait-ce qu'en ce qui concerne la nationalisation des industries clés, le contrôle du crédit, la réforme de la fiscalité, etc.

« A partir de là, le Parti socialiste, qui demeure profondément attaché à la stratégie d'union de la gauche, approuvée en mars dernier par plus de dix millions de Français et de Françaises, est prêt à poursuivre avec ses partenaires les discussions utiles permettant de compléter et d'actualiser le programme commun.

« Le Parti socialiste est également prêt à examiner avec les formations signataires du programme commun la définition d'objectifs immédiats à soumettre à l'ensemble des organisations politiques et syndicales responsables désireuses d'établir un plan d'action sur des problèmes tels que l'inflation, l'emploi, la formation permanente, le contrôle des travailleurs, la fiscalité, les relations entre les pays industriels et le Tiers-Monde ». →

Un appel des métallos socialistes

Les groupes et les sections socialistes d'entreprise de la métallurgie ont tenu le dernier week-end à Levallois leur deuxième conférence nationale, à l'issue de laquelle ils ont adopté un certain nombre de textes dont un appel qui souligne l'actualité des réformes de structure prévues par le programme commun. En particulier, celles qui prévoient d'établir le contrôle réel des travailleurs sur les salaires et sur les comptes de l'entreprise, l'emploi, l'organisation du travail et l'orientation de l'entreprise.

Un autre texte émanant des socialistes de la Défense nationale dénonce les pratiques du ministre Robert Galley à l'encontre des travailleurs de ce secteur ayant fait grève. Pratiques qui visent, en fait, à supprimer l'exercice d'un droit élémentaire.

LA RECHERCHE D'UNE C.f.d.t. CONVERGENCE

Le Comité directeur affirme en conclusion que « le P.S. prendra dans les meilleurs délais toutes les initiatives nécessaires, notamment sur les problèmes posés par la crise mondiale de l'énergie, pour contribuer à convaincre les Français que les solutions proposées par la gauche répondent à leurs préoccupations ».

Samedi et lundi, c'est la voix du Parti socialiste, à qui certains reprochaient son silence, qui s'est exprimée. Lundi prochain, à l'issue de la rencontre au sommet, ce sont les trois partis du programme commun qui parleront ensemble.

ANTOINE VIOLET

FRONTIÈRE

Le N° 13 VIENT DE PARAITRE

Au sommaire :

DEUX DOSSIERS :

- **CRISE : ANNEE ZERO**
- **Pétrole : les véritables conflits**
- **L'automobile est-elle condamnée ?**
- **La pollution atomique**
- **Deux mirages : le P.N.B. et la croissance zéro**
- **L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI**
- **L'évolution de l'économie américaine**
- **L'hégémonie soviétique**
- **Le socialisme et l'Europe**

ET UNE ENQUETE :

- **QUI SONT LES PAYSANS TRAVAILLEURS ?**

Si vous voulez suivre le mouvement des idées qui renouvelle profondément la gauche et prépare sa victoire, ABONNEZ-VOUS DES MAINTENANT Abonnement annuel : 50 F à l'ordre de FRONTIERE - 246, rue St-Martin PARIS (3e). Vente en kiosques - 72 pages - 6 F.

« Stratégie de la C.f.d.t. et union des forces populaires » : c'est sur ce document, préparé en décembre par son Bureau national, que le Conseil national de la C.f.d.t., qui se réunit du 24 au 26 janvier, se prononcera. C'est aussi sur ce document que la C.g.t. va devoir se pencher, avant de reprendre, le mois prochain, le débat sur le socialisme avec la C.f.d.t.

Ce débat, on s'en souvient, avait été interrompu en automne 1972 ; à l'époque, une divergence de taille opposait les deux centrales : d'un côté, la C.g.t., qui adhérait sans réserves au programme commun de gouvernement mis au point par les partis de gauche ; de l'autre, la C.f.d.t., qui tenait à garder son indépendance vis-à-vis de ce programme. De nouvelles divergences étaient apparues lors de la grève du 6 décembre dernier contre la « vie chère » : alors que la C.g.t. penchait pour un « front des mécontents », la C.f.d.t., elle, jugeait un tel rassemblement trop occasionnel pour être bâti sur des bases sérieuses. C'est donc dans des conditions difficiles que le débat sur le socialisme va à nouveau s'engager. Mais les deux organisations souhaitent le voir reprendre : c'est dans ce but que la C.g.t., pendant l'automne, a envoyé à la C.f.d.t. son texte sur « la gestion démocratique des entreprises. » Et c'est à la même époque que la C.f.d.t. a décidé d'étudier, lors de son Conseil national d'octobre 1973, « la politique de la C.f.d.t. dans la conjoncture actuelle ». Le rapport sur « la stratégie de la C.f.d.t. et l'union des forces populaires » tente de répondre à la question : « Quelle application faisons-nous de nos principes stratégiques dans la période présente ? »

Une autre démarche

Sur l'analyse de la situation actuelle faite rue Montholon, tout le monde sera d'accord : c'est une « situation de crise » où « trois évolutions paraissent possibles à court et moyen terme : le replâtrage moderniste, la fascisation, l'alternative de gauche ». C'est lorsque la C.f.d.t. met au point ses responsabilités, décrit sa conception du passage au socialisme et analyse les moyens de l'union des forces populaires que des problèmes risquent de ressurgir avec la C.g.t.

La C.f.d.t. en est consciente : tout en affirmant que « la discussion est possible », elle estime que « le débat sera difficile... Mais si un accord était possible, il en résulterait un grand élan de confiance et de mobilisation parmi les travailleurs ». Elle prévoit également des difficultés avec les partis de gauche, tout en espérant qu'on pourra arriver à « une plateforme commune d'objectifs significatifs de la transition au socialisme ». « Nous avons des objectifs politiques que nous devons discuter avec les partis. Une alternative globale suppose une convergence globale. La C.f.d.t. peut donc se déclarer prête à une telle tâche, en rappelant qu'en tout état de cause si l'ensemble des forces populaires n'est pas encore prêt à l'aborder, le débat C.g.t.-C.f.d.t. peut ouvrir la voie... »

Mais si la C.f.d.t. entend jouer son rôle dans l'union des forces populaires — « Sans la composante essentielle des forces autogestionnaires que représente la C.f.d.t., malgré ses faiblesses, il n'y a pas d'alternative de gauche possible » — elle précise, sans équivoque, sa position : « Devant les appels unitaires provenant des forces ayant des stratégies différentes de la nôtre, la crainte existe de voir l'union signifier alignement ». Il faut donc définir une plateforme commune d'objectifs conduisant au socialisme. Ces objectifs « doivent tendre à hâter la mise au point d'un projet socialiste commun. Dans la situation actuelle, la C.f.d.t., justement parce qu'elle n'entend pas améliorer le programme commun, ni se faire absorber dans une conception du socialisme qui, à long terme, ne serait plus la nôtre, entend que cette plateforme soit conçue comme un tout cohérent... Une telle plateforme n'a pas pour but de compléter ou de déborder le programme commun. C'est une autre démarche qui représente le point de convergence entre les stratégies des diverses forces unies contre l'adversaire commun ». « Le terme union et non unité d'action, précise encore la C.f.d.t., indique bien qu'il ne s'agit pas seulement de ripostes communes en fonction de l'événement... mais de la recherche d'une convergence entre les stratégies en présence ».

Pas la première fois

Enfin, la C.f.d.t. rappelle que sa recherche d'union n'a rien à voir avec un engagement inconditionnel : « La C.f.d.t. n'estime pas qu'un programme commun de gouvernement soit le moyen d'union des forces populaires. La C.f.d.t. refuse de se lier à un programme de gouvernement, de s'inscrire dans une telle démarche, quel que soit le degré d'accord existant, à un moment don-



né, entre ce programme et nos propres positions... En effet, un programme de gouvernement est établi pour une certaine durée. Il prédétermine et programme dans le temps un certain nombre d'objectifs et la satisfaction d'un certain nombre de revendications. Il comporte donc inévitablement les limites découlant de la conjoncture économique et sociale du moment où il est établi. Il représente un acte nécessaire des partis politiques, mais ne saurait lier un syndicat dont la nature est de porter à tout moment les aspirations nouvelles... Indépendamment donc des critiques qu'elle a apportées au programme commun P.c.-P.s., la C.f.d.t. ne saurait se lier à aucun programme de gouvernement, fût-il un programme commun « amélioré », un programme commun « plus 10 % », fût-il un programme reposant sur une stratégie de rassemblement de classe, au lieu d'être basé sur un rassemblement des mécontents ».

En fait, ce document ne devrait pas surprendre les partenaires de la C.f.d.t. : elle y précise les thèses qui ont toujours été les siennes. Ce n'est pas la première fois que le secrétaire général de la C.f.d.t. affirme que les syndicats doivent garder leur autonomie, et qu'union ne signifie pas obligatoirement adhésion. En septembre dernier, au cours d'un face à face avec Georges Séguy dans l'hebdomadaire communiste « France nouvelle », il déclarait : « Pour le syndicat, entrer dans la mécanique de l'élaboration d'un programme de ce genre, c'est, malgré toutes les déclarations d'autonomie, d'indépendance qu'on pourra faire, avoir ensuite la tendance, la tentation un peu inévitable, à ne pas reprendre en compte le mouvement réel des masses quand ce mouvement ira inévitablement — sur certains points — dans un sens différent du programme de gouvernement ».

Ce n'est pas la première fois non plus qu'Edmond Maire souhaite un débat à l'intérieur de la gauche. En août dernier, déjà, il déclarait : « On peut arriver à ce que chacun des deux grands courants socialistes reconnaisse non seulement l'utilité tactique, mais aussi la nécessité fondamentale d'un accord entre eux, chacun ne portant qu'une partie de la vérité, chacun laissé à lui-même, connaissant ses propres limites. Si toutes les forces de gauche, pas seulement dans leurs écrits mais dans la pratique, montrent à la fois leur volonté d'union et leur tolérance et reconnaissent que leurs différences et leurs contradictions sont une source de progrès, alors on nous croira lorsque nous parlons de socialisme dans la liberté ».

Aujourd'hui, la C.f.d.t. renouvelle ses propositions de débat. Certes, le contenu du document établi par le Bureau national n'est pas approuvé par tous les membres de la confédération et on ne pourra savoir ce qu'elle propose concrètement qu'après la réunion et le vote du Conseil national. Et il faudra donc attendre le début de février pour que la discussion puisse s'engager avec la C.g.t. et les partis de gauche.

MICHELE BACKMANN

Editorial

Actualité du programme commun

N'ayant su eux-mêmes ni assurer l'indépendance énergétique de la France, ni prévoir l'ampleur de la crise économique engendrée par le relèvement du prix du pétrole, les membres du gouvernement et les dirigeants de la majorité ont engagé depuis quelques semaines une grande campagne tendant à démontrer que le programme commun de la gauche se trouve aujourd'hui dépassé du fait de la perspective pour 1974 d'un taux d'expansion inférieur à celui sur lequel reposaient les évaluations faites en juin 1972. Après Messmer, Poniatowski, Guichard et quelques autres, la plupart des grands journaux favorables au Pouvoir entonnent le refrain à qui mieux mieux.

Il serait plaisant de remarquer d'abord qu'en affirmant que le programme commun est aujourd'hui dépassé, l'U.d.r. et ses alliés, reconnaissent implicitement qu'il embrassait bien la réalité à l'époque où il a été publié, ce qui contredit d'un seul coup toutes leurs affirmations de la dernière campagne électorale.

On pourrait aussi répliquer que le fameux « programme de Provins » que l'actuel Premier ministre a lancé il y a exactement un an ne court pas le risque d'être jamais dépassé pour la bonne raison qu'il a été enterré aussitôt les élections terminées.

Mais l'ironie, en l'occurence, n'est pas de mise. Dans le contexte actuel, les attaques lancées contre le programme commun sont une diversion utilisée par la majorité — qui trouve hélas son relais habituel à l'autre extrémité de l'échiquier politique — pour tenter de dissimuler sa propre incapacité. Elles n'en doivent pas moins conduire la gauche à s'exprimer clairement et concrètement devant l'opinion.

C'est ce que François Mitterrand a entrepris de faire lundi en soulignant que la crise actuelle justifie pleinement les choix faits par la gauche dans le programme commun même si celui-ci doit être complété et actualisé pour tenir compte des nouvelles perspectives économiques. Des censeurs sourcilleux, et toujours plus exigeants à l'égard de la gauche que de la droite, peuvent contester tel ou tel chiffre sur lequel les plus grands experts se perdent eux-mêmes en contradictions. Leur « vigilance », qui s'exercerait plus utilement vis-à-vis des calculs de Valéry Giscard d'Estaing, constamment démentis par les faits, ne change rien au raisonnement développé par le Premier secrétaire du Parti socialiste : parce qu'il propose la rupture avec le modèle capitaliste, la mise en œuvre d'une nouvelle logique de la croissance fondée sur la prise en main des grands moyens de production, le contrôle du crédit, la planification et la réforme de la fiscalité, le programme commun constitue la seule réponse cohérente à la crise de l'énergie et des matières premières. Alors que les mesures prises par le gouvernement, dans un climat de dramatisation, aboutissent à accroître les inégalités sociales — par exemple le rationnement par l'argent institué pour le carburant — sans toucher en quoi que ce soit aux profits des grosses sociétés auxquelles ce Pouvoir est si directement lié. Ambroise Roux, président directeur général de la C.g.e., peut affronter la crise avec moins d'inquiétude que l'ouvrier ou l'employé banlieusard qu'une politique sélective d'urbanisme a rejeté à vingt ou trente kilomètres de son lieu de travail.

La nécessité d'« actualiser » le programme commun est reconnue par chacun de ses signataires qui vont s'y employer dès la semaine prochaine. Mais sans remettre en cause ni les principes qui le guident, et dont l'expérience vérifie le bien fondé, ni la stratégie dont il est la base et qui constitue la seule alternative possible. N'en déplaise à Alexandre Sanguinetti, c'est bien l'affirmation de la capacité de la gauche à gouverner qu'on retenue lundi soir les téléspectateurs d'Actuel 2.

La majorité a cru faire une opération habile en relançant la polémique sur le programme commun. Elle risque d'avoir bientôt à s'en mordre les doigts.

CLAUDE ESTIER

Luttes

LIP, CE N'ETAIT PAS "FINI"

Après dix mois de luttes, de déceptions, de faux espoirs, une solution est enfin née. Messmer la fera-t-il échouer ?

Lip, c'est fini. Mais ça redémarre. Voilà, en substance, le commentaire du ministre du Développement industriel à l'issue de sa rencontre de lundi avec les syndicats. Formule embarrassée qui essaie à la fois de tenir compte des susceptibilités de Pierre Messmer tout en mettant l'accent sur l'essentiel : après neuf mois de faux espoirs, de déceptions, de négociations avortées, une solution est — enfin — en vue. Et si tout n'est pas encore réglé, les choses semblaient il y a quelques jours en bonne voie.

Après le « Lip, c'est fini » du Premier ministre, comment en est-on arrivé à ce résultat ?

En rencontrant les syndicats, le 14 décembre dernier, Jean Charbonnel avait fixé une échéance : le 15 janvier, une équipe de direction devait être constituée. Peu après, un des industriels intéressés par Lip, Antoine Riboud, P.d.g. de B.s.n., soufflait un nom au ministre : celui de Claude Neuschwander, 40 ans, directeur du département international de Publicis, qui fut vice-président de l'Unef aux débuts de la guerre d'Algérie. Il connaît à fond le dossier : déjà en novembre, José Bidegain, le leader d'Entreprise et Progrès, qui est un de ses amis, l'avait contacté en lui proposant de prendre la direction de Lip si le projet de relance préparé par Antoine Riboud et Renaud Gillet, P.d.g. de Rhône-Poulenc, aboutissait. Le gouvernement ayant interdit à la Société générale de le soutenir financièrement, ce plan avait échoué.

Mais là, Charbonnel accepte cette suggestion et, le 27 décembre, il charge officiellement Neuschwander d'une mission concernant « les activités de l'ancienne société Lip ». Plus tard il essaiera d'expliquer qu'il s'agit là d'une maladresse de rédaction, que la mission de Neuschwander devait se réduire au secteur horloger. Mais il semble que l'intention première du ministre du Développement était bien de charger Neuschwander d'étudier les possibilités de relance de l'ensemble de Lip (horlogerie, armement et mécanique) et que le véto soit venu ensuite de Messmer, obstiné dans son idée qu'une relance globale était impossible.

Cela n'a pas été l'avis du nouveau médiateur qui a expliqué, lundi dernier, son projet à Charbonnel et aux responsables syndicaux de la métallurgie. Ce projet, Charbonnel en connaissait déjà les grandes lignes depuis le 10 janvier, et il l'avait jugé imaginatif et intelligent. Lundi, un accord autour de ce plan a pu être obtenu, et les conditions industrielles de la relance de Lip ont été, dans les grandes lignes, définies. Un holding se constituerait, qui couvrirait le secteur horlogerie, le secteur équipements et le secteur de la mécanique. Car, d'après Neuschwander, la relance isolée de l'horlogerie était une solution plus risquée qu'un développement global de tout le potentiel mécanique de l'entreprise. Ce holding pourrait être mis sur pied d'ici à mars. A ce moment, Claude Arbel, P.d.g. de Spemelip, la société qui couvre les activités de l'ancien secteur armement de Lip et qui a démarré mercredi dans les locaux de la rue Violet, s'intégrerait au nouveau ensemble industriel : il cèderait son entreprise au holding, en gardant 49 % du capital, et réintégrerait les locaux de Palente. Le nouveau holding — dont il n'est pas impossible que Neuschwander soit le P.d.g. — serait ainsi détenteur de l'ensemble des branches du groupe.

Pour ceux qui se battent depuis 10 mois en affirmant que Lip est viable et qu'on ne pouvait, au risque de la tuer, démanteler l'entreprise, la solution proposée par Neuschwander et acceptée par Charbonnel constitue un succès : le démantèlement de Lip est évité.

Le projet Neuschwander explique d'ailleurs combien il est nécessaire d'éviter tout démantèlement. D'une part, il faut restructurer la gamme des activités horlogères en cherchant à occuper le créneau entre Kelton et Oméga, et en envisageant toute une série possible de développements. But : produire un million de montres d'ici à deux ans — au lieu des 500 000 que sortait l'ancienne société Lip. D'autre part, l'usine étant plus spécialisée dans la mécanique que dans le montage de montres, il faut développer les secteurs de mécanique de précision et arriver à un département de mécanique de précision — qui comprendrait l'armement — de dimension nationale et internationale. Commentaire de Jacques Chérèque, secrétaire général de la fédération C.f.d.t. de la Métallurgie, qui depuis plusieurs semaines mène patiemment les négociations : « C'est, en gros, l'approche que nous avons toujours faite». Et, après la réunion de lundi, la C.f.d.t. déclarait qu'elle considérait comme « sérieuse et positive la solution engagée ».

Restent à assurer le financement de la nouvelle entreprise et à reprendre les négociations sur le réemploi des salariés de Lip.

Charbonnel, qui a promis par écrit de s'occuper personnellement des problèmes financiers à résoudre — il faut, au départ, 4 milliards d'anciens francs — va prendre, dès cette semaine, des contacts avec les industriels et les banques qui pourraient être intéressées par une participation dans la nouvelle société Lip. On sait déjà que l'Etat doit apporter une importante subvention de démarrage et que Renaud Gillet, Antoine Riboud et Ebauches S.a. sont parties prenantes. Ce qui fait que la majorité du capital pourrait être très rapidement réunie.

Quant aux négociations sur les conditions de réemploi des salariés, elles doivent s'ouvrir sous peu. On estime aujourd'hui qu'il reste, chez Lip, 850 personnes à réemployer. La moitié pourrait recommencer dès que le secteur horloger redémarrera, et la totalité d'ici à la fin de 1974. Il reste, évidemment, à préciser les dates et les conditions. Ce serait, paraît-il, la mission de Bidegain. Conclusion de la C.f.d.t. : « Le démantèlement de Lip est écarté et le potentiel humain et technique de l'entreprise est sauvegardé ».

Le gouvernement a-t-il enfin choisi la voie de la raison ? Les verrous politiques qui empêchaient, à chaque fois qu'une solution était en vue, de mener à bien la négociation, ont-ils enfin sauté ? Chez Lip, on hésite à le croire pour avoir été trop souvent déçu. Les nouvelles déclarations de Pierre Messmer et de son ministre ne sont pas faites pour clarifier les choses. On a cru un moment que le gouvernement avait enfin compris qu'il avait tout intérêt à terminer « honorablement » l'affaire Lip. Aujourd'hui, Jean Charbonnel reste décidé à trouver une solution, et on peut se demander s'il contredirait ainsi le Premier ministre s'il n'avait pas le soutien de Georges Pompidou. Pourquoi alors Pierre Messmer s'ingénie-t-il à montrer que cette solution, qui risque d'être la bonne, ne saurait aboutir ? Réaction épidermique d'un homme de droite ? Vieux désir de punir les Lips à tout prix ? Ou dangereuse guerre des nerfs destinée à pousser ceux qui luttent dans le calme depuis 10 mois à des réactions de colère ? Le Premier ministre joue gros. Et le gouvernement sait sans doute que manquer à ses promesses pourrait être un jeu dangereux. « Si on les déçoit maintenant, estime Chérèque, il y aura une partie des Lips qui s'engagera dans des solutions de désespoir. »

MICHELE BACKMANN

VILLE DE SARCELLES

RECRUTE :

— CADRES de niveau moyen et supérieur pour différentes tâches de responsabilité, de gestion technique ou administrative. Peuvent être recrutés s/titres les candidats possédant les diplômes suivants :
— Ecoles d'Ingénieurs, licence en math ou en physique, D.U.T., B.T.S., bac dans de nombreuses spécialités (av. besoin particul. en voierie).
Peuvent être éventuellement recrutés les candidats possédant des diplômes ou ayant suivi des études dans d'autres secteurs (droit, sciences-éco., etc.).
— Semaine de 40 heures. 5 semaines de congés payés.
— Possibilité de promotion
Ecrire avec C.V. à Monsieur le Député-Maire.

changer la vie politique

LES VOYAGES DE MITTERRAND

François Mitterrand doit accomplir dans les prochaines semaines plusieurs voyages à l'étranger. Vendredi prochain 25 janvier, il se rendra à Vienne à l'invitation du chancelier Kreisky. Du 28 janvier au 1er février, il séjournera au Caire, accompagné de Claude Estier, Didier Motchane et Robert Pontillon. Le 2 février, il rencontrera en tête à tête le chancelier Willy Brandt à Stuttgart. Quelques semaines plus tard, François Mitterrand conduira la délégation du P.s. qui se rendra à Moscou pour y rencontrer les dirigeants du P.c.u.s. Enfin, à la fin d'avril, une réunion des leaders de l'Internationale socialiste se tiendra à Paris à l'initiative du Parti socialiste.

L'ENA CHOISIT LEON BLUM

Au lendemain de Mai 1968, les élèves de l'Ecole nationale d'administration avaient manifesté un esprit frondeur dans l'appellation de leurs promotions : Jaurès, Robespierre... Ils ont récidivé cette année, à l'initiative des énarques membres du P.s. : la promotion 1974 se nommera promotion Léon Blum. Parmi les autres noms de baptême en compétition : Salvador Allende, Pablo Neruda et... « le Canard enchaîné ».

SANGUINETTI A DES RELATIONS

Parce qu'Alexandre Sanguinetti a été jadis un « délinquant » sur qui pesaient des « charges lourdes » après une faillite, le journaliste Jean Montaldo utilisa des documents judiciaires pour publier un livre, « Dossier S comme Sanguinetti ». Invoquant l'amnistie dont il a bénéficié, le secrétaire général de l'U.d.r. a attaqué Montaldo en justice. « Je ne m'intéresse qu'aux débats d'idées », a-t-il fait proclamer à l'audience par son avocat. La preuve : il a fait lire devant les juges une fiche de police sur Montaldo. Première question : comment la police a-t-elle pu établir que Montaldo était un informateur appointé par « le Canard enchaîné » — où il n'a jamais signé — sinon par la consultation de documents bancaires, ce qui est illégal ? Deuxième question : comment Sanguinetti s'est-il procuré cette fiche de police ?



LA FRENESIE D'HASSAN

Le Comité pour la sauvegarde des droits de l'Homme au Maroc et le Comité de lutte contre la répression dans ce pays s'alarment à juste titre : dans sa frénésie de répression, le Pouvoir royal s'apprête à juger à nouveau 13 Marocains qui avaient été condamnés de façon trop « clémente » au procès de Kenitra... et aussi 72 acquittés qui auraient dû être aussitôt libérés et qui sont gardés au secret. Depuis août 1973.

QUELLE CROISSANCE ?

Comment les socialistes envisagent-ils d'organiser rationnellement la croissance ? Pour le moins, la question ne manque pas d'actualité. Michel Beaud, professeur à Paris VIII, Vincent Labeyrie, directeur du Centre d'études supérieures de l'aménagement, et Charles Josselin, député du P.s., animeront le prochain débat (lundi à 20 h 30 au 3, rue Récamier) de l'Université socialiste.

DES AMATEURS INATTENDUS

Il ne fait pas toujours bon vendre « l'Unité » ou « l'Humanité-Dimanche » sur les marchés. Dimanche dernier, à Poitiers, sur la place de la Zup, la police locale a cru bon d'intervenir et de relever l'identité des vendeurs de journaux. Sans oublier de récupérer au passage des tracts du P.c.f. et du P.s. On se demande vraiment à quoi peuvent servir de telles opérations de police. Peut-être à créer un bon climat, à moins de dix jours du voyage présidentiel dans la région Poitou-Charentes ?

RECHERCHES SOCIALISTES

Un Institut socialiste d'études et de recherches vient d'être créé à Paris, qui a pour mission :

— d'entreprendre, de susciter, de coordonner des études de caractère théorique touchant aussi bien à l'histoire du mouvement et des expériences socialistes qu'aux problèmes généraux posés par la construction d'une société socialiste.

— de provoquer régulièrement des rencontres, des séminaires et des tables rondes (du style « portes ouvertes ») sur les problèmes du socialisme.

— de publier les résultats de ces recherches et de ces débats.

Les activités de l'Institut excluent toute préoccupation tactique ; elles n'ont pas davantage pour objet l'établissement d'un programme. Les sujets choisis seront, dans la plupart des cas, en rapport direct avec les problèmes que se pose aujourd'hui le mouvement socialiste en France et dans le monde.

Le conseil de l'Institut dont la direction est assurée par Gilles Martinet comprend : Robert Badinter, Yves Barel, Jean-Claude Barreau, Maurice Bennasayag, Pierre Birnbaum, Antoine Blanca, Jean Bouvier, Alain Brisset, Denis Cepede, Michel de Certeau, Jean-Pierre Chevènement, René Dumont, Robert Fossaert, Albert Gazier, Jean-Pierre Gelot, Pierre Georges, Christian Goux, Lionel Jospin, Jean-François Kesler, Henri Lefebvre, Emmanuel Leroy-Ladurie, Gilles Martinet, Léo Matarasso, Bernard Pingaud, Jean Pronteau, J.-P. Sebord, Laurent Schwartz, Samir Amin, Georges Schapira, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Jean-Pierre Worms.

Le siège de l'Institut est fixé provisoirement : 10 boulevard Poissonnière, Paris 75009. La première réunion plénière de son conseil se tiendra mercredi à 20 h 30.

LE P.C.F. ET SOLJENITSYNE

Une information erronée avait laissé entendre lundi dernier que les partis communistes occidentaux réunis à Genève pour un colloque sur « la situation des intellectuels en Europe capitaliste » avaient déclaré condamner d'avance toute mesure répressive qui pourrait être prise en U.r.s.s. à l'encontre de Soljenitsyne. Il n'en est rien et le long communiqué du colloque, publié mardi dans « l'Humanité », ne traite que du sort des intellectuels dans les pays de l'Europe capitaliste pour les appeler à renforcer leur alliance avec la classe ouvrière de ces pays. Sans préciser ce qui a pu être dit sur Soljenitsyne au cours des travaux du colloque, Louis Baillot qui y représentait le P.c.f. s'est borné à préciser, dans une mise au point, que « pour ce qui est de la création artistique et littéraire et, dans certains cas, du contenu réactionnaire de certaines œuvres, la position des communistes français consiste à préférer aux mesures de caractère administratif le combat politique et idéologique ». Ce qui est un peu ce que le Parti communiste pratique lui-même à l'égard de Pierre Daix, défenseur de Soljenitsyne.

Charbon

RENVERSER LA VAPEUR

Le Pouvoir ne peut plus justifier la liquidation des houillères, face aux prix actuels du pétrole. Mais il le fait quand même.

Le bassin lorrain est paralysé. Depuis le 10 janvier. Depuis le jour où la direction des Houillères a préféré « lockouter » 10 000 mineurs plutôt que de satisfaire les revendications de 350 ouvriers du chemin de fer, chargés au fond de la mine d'évacuer le charbon. En une période où l'énergie devient chère, la direction a pris la responsabilité de saboter la production : 43 000 tonnes par jour !

Cette attitude n'est pas surprenante ; la direction des Houillères ne fait que pousser jusqu'à l'absurde la politique de la Ve République en matière de charbonnages : liquider les mines. Non par négligence, mais de façon organisée et planifiée.

C'est le charbon qui avait permis à l'Europe du XIXe siècle de construire sa puissance industrielle. C'est lui qui l'a consolidée pendant la première moitié du XXe siècle ; en 1929, par exemple, les 492 millions de tonnes extraites du sous-sol européen couvraient 90 % des besoins en énergie de l'Europe. En France, cette prédominance charbonnière a duré jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. A la fin du conflit, le pays s'est réveillé en pleine crise : pénurie d'énergie. Tout le monde pensa au charbon pour sauver la situation. En 1945, Maurice Thorez, alors ministre de De Gaulle, invitait à « gagner la bataille du charbon... lutter contre l'absentéisme et le sabotage, rechercher en commun dans chaque puits en service les moyens de relever sensiblement le rendement individuel et la production... pour donner le maximum de charbon à notre industrie et aux millions de Français qui l'attendent pour travailler et vivre ». Et la commission de modernisation des Houillères se fixait un objectif : « 70 millions de tonnes en 1955 ». Ce but ne devait jamais être atteint.

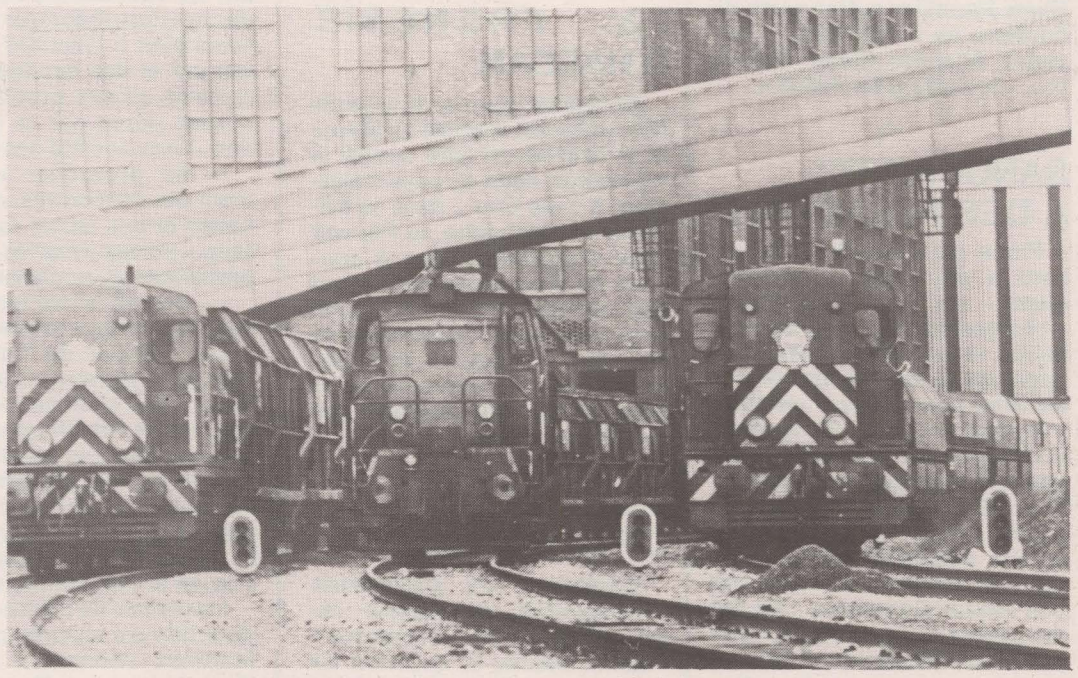
Certes, en 1959, 60 millions de tonnes de charbon étaient extraites du sous-sol français. Mais, ensuite, ce fut la dégringolade. Ce déclin a été voulu. Les dirigeants gaullistes en ont fait une stratégie. Qu'ils ont expliquée et justifiée par une situation nouvelle : l'arrivée pléthorique, sur le marché de l'énergie, du pétrole à très bas prix. Un monde basculait. La vapeur était renversée. Irrémédiablement. Les chiffres sont éloquents : en 1952, 70,60 % de l'énergie consommée en France provenait du charbon ; en 1960, ce pourcentage tombait à 55 ; en 1972, il a été de 18,70 ; tandis que 65 % de la consommation énergétique était tirée du pétrole !

Au départ, le faible prix d'achat du pétrole s'explique aisément : la plupart des puits se situent en pays colonisés et l'Occident capitaliste s'est servi à bon marché ! Ce qui a permis au gaullisme de systématiser la récession charbonnière et de faire oublier ses conséquences. En tous domaines, ces conséquences furent graves : la production diminua ; des puits furent fermés, des filons abandonnés ; toute prospection fut stoppée ; les mineurs retraités ne furent pas remplacés et leurs salaires ne suivirent pas l'augmentation du coût de la vie. La profession se dévalorisa pendant que les effectifs fondaient : de 280 800 employés en 1953, on passa à 101 450 à 1972. On procéda à la conversion des centrales thermiques : en 1962, elles consommaient 14 millions de t.e.c. (tonnes équivalent charbon) de charbon ; en 1972, elles ont avalé 20 millions de t.e.c.... de pétrole.

Depuis 1958, des corons entiers se sont vidés. Dans les bassins miniers, des villes ont été en partie désertées. Humainement, « l'ère du pétrole » a entraîné des désastres. Economiquement, elle a servi de paravent à une régression discutable : en 1973, la France a produit à peine 32 millions de tonnes de charbon ! En avril de cette même année, le C.n.p.f. a décrété que c'était là « une situation irréversible ». Il est vrai que ce déclin a été minutieusement préparé dans le cadre des options du VIe Plan : y a été programmée une diminution de la production de charbon de 3 millions de tonnes par an. A cette allure, il est donc prévu que la production nationale ne sera plus que de 25 millions de tonnes en 1975 et de 15 millions en 1980. Dans le même temps, on décide de ne plus entretenir certaines galeries jugées « peu rentables pour l'avenir, quel qu'il soit » ; et de ne plus investir — de 486 millions de francs en 1962, les investissements sont tombés à 277 millions en 1972. Le Plan avait même décrété la fermeture du bassin minier de la Loire pour 1973 et celle des bassins des Cévennes, du Dauphiné et de l'Auvergne pour 1975. Comme le dit sans ironie le rapporteur du VIe Plan : « La régression de la production sera poursuivie activement. »

Il faut le dire : pour une fois, l'U.d.r. et ses amis ont été efficaces. Dans leur ardeur meurtrière, ils n'ont écouté aucune mise en garde, aucun avertissement. Ils se sont ris de la gauche et des syndicats inquiets qui interrogeaient : « Et si un jour l'abondance pétrolière cessait ? Comment ferait-on ? Serait-il possible alors de faire repartir l'extraction dans des mines non entretenues, donc dangereuses ? Etc. » Magistral et méprisant, le Pouvoir a toujours répondu par : « La question ne sera pas posée ! »

Aujourd'hui, pourtant, la question est posée. Car l'énergie pétrolière abondante et à bas prix a vécu. Car le pétrole importé constitue l'essentiel des réserves françaises, représente 64 % de notre consommation en énergie et nécessite à chaque achat des sorties de devises qui vont déséquilibrer la balance commerciale de la France. Car l'argument de rentabilité ne tient plus. Faisons les comptes. En pouvoir calorifique, une tonne de charbon équivaut à deux tiers d'une



A Merlebach, les trains abandonnés par les cheminots du fond.



tonne de pétrole raffiné. Le plus haut prix de revient d'une tonne de charbon est actuellement de 158,78 F ; celui des deux tiers d'une tonne de pétrole raffiné est, au minimum, de 270 F. La perte sèche se chiffre à plus de 110 F. Cela signifie que si, en 1974, le gouvernement continue à alimenter les seules centrales thermiques de l'E.d.f. en pétrole, le gaspillage sera de 30 milliards d'anciens francs ? Comme le dit fort justement Achille Blondeau, du secrétariat fédéral des mineurs C.g.t. : « Comment le Pouvoir peut-il désormais justifier la poursuite de la liquidation des houillères, face aux prix actuels du pétrole et à la raréfaction de l'énergie ? »

Certes, Pierre Messmer a déjà cédé sur quelques points : le bassin minier de la Loire ne fermerait qu'en 1975, celui des Cévennes en 1977 et des « réunions de concertation » sont annoncées pour les bassins du Dauphiné et de l'Auvergne ; d'autre part, on extrairait, en 1974, 700 000 tonnes de plus que prévu. Mais tout cela est broutilles. Il est clair que le ministre Jean Charbonnel souhaite rester sur sa position de la fin de l'année dernière : « Il est impossible de changer la politique charbonnière ». Il est clair que le gouvernement n'entend pas mettre fin à la récession. Sinon, il l'aurait fait depuis longtemps ; au plus tard en novembre 1972, quand le Conseil économique et social a conseillé : « Il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure la conjoncture actuelle n'impose pas une inflexion de cette politique de régression ».

Alors ? Pourquoi le Pouvoir, après des années d'erreurs, préfère-t-il le gaspillage au changement de politique ? Le passé l'explique : jamais la politique énergétique française n'a été déterminée en fonction de l'intérêt collectif, jamais elle n'a été autre chose que de la courte vue. Le présent le confirme : il y a, sous Pompidou comme sous de Gaulle, adéquation et confusion entre le pouvoir d'Etat et l'intérêt des grands monopoles privés. Dans les poches de qui en effet vont les 30 milliards qui pourraient être économisés — simplement si le charbon remplaçait le pétrole dans les centrales thermiques ? Dans celles des grandes compagnies pétrolières qui servent d'intermédiaire entre les pays producteurs et la France !

L'entêtement du gouvernement est d'autant plus grave que la France s'isole : en 1972, pendant que la production charbonnière mondiale augmentait, celle de la France diminuait de 10 % par rapport à 1971 ; de plus, toutes les conditions sont requises pour qu'une véritable reprise de la production soit mise en route. Il y a des gisements qui sont loin d'être épuisés. D'autres ont été découverts, notamment dans le Jura, qui n'ont pas été exploités. En 1964, un rapport officiel estimait à un milliard de tonnes exploitables les réserves du bassin du Nord-Pas-de-Calais : faut-il continuer à restreindre l'extraction aux 10 millions de tonnes prévues pour 1975 ? Ne conviendrait-il pas de remettre sur pied le service de géologie des Charbonnages de France, qui a cessé ses activités sans avoir prospecté — et de loin — l'ensemble du sous-sol français ? Ne pourrait-on pas reprendre sérieusement l'embauche des mineurs ? Il faudrait évidemment, pour ce faire, signer aux jeunes ouvriers autre chose que d'inconvenants contrats de cinq ans !

Il existe également en France des schistes bitumeux — dans l'Allier et dans le Morvan — dont l'exploitation serait beaucoup moins onéreuse que l'achat de pétrole au taux actuel...

Dans la situation présente, une réactivation de l'activité charbonnière française signifierait de notables économies pour les contribuables français. Et permettrait assurément d'éviter la perte de nombreuses devises. Les conséquences ne pourraient qu'être heureuses : le déficit prévisible de la balance commerciale pour 1974 — 20 milliards de francs, aux dires de Valéry Giscard d'Estaing — diminuerait d'autant ; et l'argent ainsi libéré pourrait servir à des investissements collectifs. L'indépendance nationale en sortirait grandie et le pouvoir d'achat des Français ne s'en porterait que mieux. Sans oublier que les besoins en énergie vont tripler d'ici à l'an 2000. Le charbon serait-il de trop pour les satisfaire ? Faudra-t-il un nouveau Decazeville, à l'échelle nationale cette fois, pour que le Pouvoir finisse par tenir compte de l'intérêt collectif et mène enfin une politique cohérente ?

JEAN MONTAGNARD

Grèves

LA VICTOIRE DE LA SOLIDARITE

Les travailleurs de chez Dynamic ont appris en 6 semaines de grève que leur combat est le même : immigrés et Français confondus.

« Immigrés, Français, même patron, même combat ». Jamais autant qu'après ces six semaines de grève, on ne s'en était rendu compte à l'usine Dynamic d'Ormoy, près de Corbeil-Essonne (91). Il y a un peu plus d'un an, quand les deux frères Kahn, expropriés du 20e arrondissement de Paris, ont décentralisé une partie de leur entreprise dans ce coin de l'Essonne, on n'aurait jamais pensé à un tel slogan.

Dans cette usine toute neuve, ultramoderne comme l'a souligné le journal local et qui a coûté un milliard d'anciens francs à ses propriétaires, on a surtout pensé aux 227 nouveaux emplois qu'elle allait offrir. Le reste, on ne s'en est pas tellement inquiété. Les frères Kahn n'ont pas mauvaise réputation. A vrai dire, ils n'ont pas de réputation du tout. L'entreprise centenaire qu'ils dirigent maintenant fabrique des joints en caoutchouc pour l'industrie automobile et le bâtiment. Renault, Citroën, la S.n.c.f., la R.a.t.p., autant de clients,

→

La victoire de la solidarité



Les ouvriers de Dynamic expliquent leur grève dans un meeting, à Corbeil.

→

autant de références. Jusqu'à présent l'entreprise ne semble pas avoir rencontré de problème grave : de mémoire d'homme, personne ne se rappelle un seul mouvement de grève au 33 de la rue Piat, dans la maison-mère. Une affaire qui marche bien, somme toute, autant qu'on puisse le savoir : la plus grande discrétion a toujours été observée sur son chiffre d'affaires et ses bénéfices.

Lors du recrutement, l'esprit de la maison se précise un peu. « Ici, il n'y a pas à se tromper : on est chef ou O.s. », explique un travailleur de Dynamic. Et, sur les 200 ouvriers engagés, on recense 90 % d'immigrés — essentiellement des Algériens — et 40 % de femmes. Des proportions qui n'étonnent personne. On les retrouve d'ailleurs à l'usine de Paris.

Mains écrasées

C'est une fois à leur poste que les travailleurs commencent à déchanter. Pour limiter les frais d'investissements, les propriétaires n'ont reculé devant aucune économie. Ils ont fait venir de Paris des machines dont certaines ont au moins 40 ans d'âge. Quant aux installations sanitaires et de sécurité, elles paraissent vétustes avant même d'avoir servi. Un détail parmi d'autres : dans toute l'usine, il n'existe pas un seul robinet d'eau potable.

Le travail s'avère tout de suite pénible et dangereux. A l'atelier des mélanges, des ouvriers préparent la pâte du caoutchouc synthétique, dans la chaleur des gros malaxeurs, les odeurs de gomme fondue et les risques de projections brûlantes. L'air est empoussiéré de talc et de noir de fumée. Lacune honteuse de la construction que la façade ne trahit pas : dans cet atelier, il n'y a pas d'aération. Pas plus qu'il n'y en a dans l'atelier des presses où la pâte coulée dans des moules est cuite sous pression. Plusieurs injonctions de l'inspection du Travail sont faites à la direction depuis juin 1973 pour que soient respectées ces règles élémentaires d'hygiène et de sécurité. En vain.

Un ouvrier s'occupe de 4 presses à la fois. Surveiller, pousser, retirer. Les systèmes de sécurité n'existent plus et, souvent, des mains sont écrasées. Mais une plaque de protection en moins représente 3 ou 4 secondes gagnées sur chaque opération. Les accidentés, eux, n'entrent pour rien dans ces calculs. D'ailleurs, il n'y a pas d'infirmerie dans l'usine.

Non loin des presses, dans le vacarme et la chaleur, les femmes ébarbent et contrôlent chaque joint. Tous travaillent 46 heures par semaine pour des salaires horaires allant de 6,20 F (au contrôle) à 7,28 F (au mélange), avec une seule pause de trois quarts d'heure à midi. « Quand la prime de 25 F par semaine ne saute pas sous prétexte d'un retard d'une minute, on atteint 1 250 F par mois », précise un syndicaliste. A cela, il faut ajouter les brimades quotidiennes, la morgue et le racisme des petits chefs.

Très vite, la situation devient explosive. Vers la mi-novembre, un travailleur a la main broyée. Réunis, peu après, autour de deux délégués C.f.d.t., seuls témoins d'une section syndicale désagrégée — les autres syndicats ne sont pas représentés — les ouvriers commencent à parler de grève. Le 10 décembre, une femme a la main gravement brûlée. De plus, en ce jour de paie, les comptes ne sont pas prêts. Exaspérés, les travailleurs, à l'unanimité moins quatre voix, décident une grève illimitée. La maîtrise choisit immédiatement le camp de la direction.

Prévenue le soir seulement, la C.f.d.t. et les autres organisations sur place réagissent. Très vite, l'état d'urgence est décrété par la fédération départementale du P.s., par le Mouvement pour les travailleurs arabes et par deux groupes d'extrême gauche, la Cause du peuple et le Groupe autonome marxiste-léniniste. Dans cette circonscription communiste, deux absents : le P.c. et la C.g.t., qui redoutent des manœuvres irresponsables. Mais, devant la maturité de l'organisation des piquets de grève et de l'occupation de la cantine, devant le travail réalisé en assemblée générale et auprès des habitants de la région, l'union finit par triompher, concrétisée par un communiqué de soutien aux grévistes signé du P.s., du P.c. et des Radicaux de gauche. Dans cette usine imperméable à la pratique syndicale, la C.f.d.t. retrouve ses forces perdues. La C.g.t. monte une section. Au sein du comité de soutien et parmi les grévistes, la mobilisation s'intensifie. Un objectif prioritaire : populariser avec des tracts et des affiches la grève et les revendications des travailleurs de Dynamic. C'est-à-dire : pas de licenciement ni de répression pour fait de grève, application immédiate des injonctions de l'inspection du Travail, respect des conventions collectives, augmentation des salaires et élection de délégués du personnel. Des revendications vite jugées légitimes par les habitants de la région. Les marques de solidarité commencent à se multiplier. Entre autres, la municipalité communiste débloque une somme importante en faveur des grévistes et des tickets de cantine pour les enfants.

Parler ensemble

Et il faut bien tout cela pour soutenir les travailleurs face à un patronat qui refuse toute réelle négociation et répond à leurs revendications en embauchant des hommes de main. Le 17 décembre, ils sont une douzaine de gros costauds à annoncer la couleur : « Nous sommes de la C.f.t. Nous venons faire respecter la liberté du travail ». Moyennant quoi les provocations, les propos racistes, les menaces se multiplient, parfois mises à exécution quand un gréviste se trouve isolé. Une plainte a d'ailleurs été déposée auprès du procureur de la République pour coups et blessures sur la personne d'un syndicaliste.

De son côté, la direction fait assigner devant le tribunal des référés 16 ouvriers pour occupation illicite des locaux. Le 5 janvier, le juge refuse de donner l'ordre d'expulser les grévistes de la cantine et demande 15 jours de délai. Face à ce demi-échec, l'attitude de la direction ne varie pas : elle oppose toujours aux revendications des grévistes — par l'intermédiaire d'un négociateur, cette fois — la reprise du travail comme préalable à toute négociation. Chacun restant sur ses positions, nul ne peut dire qui va l'emporter. Une chose est certaine : un soutien massif permettrait aux travailleurs d'attendre plus sûrement l'heure de la victoire (1).

Quoi qu'il en soit, malgré les privations, les travailleurs de l'usine Dynamic savent qu'ils ont déjà beaucoup gagné à vivre côte à côte ces cinq semaines de lutte. Auparavant, les disparités raciales établissaient des barrages entre eux. Maintenant, ils ont appris à se connaître. Au cours de la veillée de Noël ou bien pendant le couscous géant offert par les ouvriers de l'usine Tréfimétaux de Brétigny-sur-Orge, ils ont parlé tous ensemble de leur vie, de leurs problèmes. Etablir la communication n'a pas été facile. Depuis le début du conflit, il a fallu des interprètes en permanence pour permettre à chacun de s'exprimer et se comprendre, aussi bien durant les réunions amicales que pendant les assemblées générales ou les prises de parole devant l'usine. Timidement, on a commencé à se rendre service. Des familles se sont proposées pour garder les enfants des grévistes dans la journée. Un syndicaliste parle en termes émus de la soirée de Noël chez lui : autour du sapin, ses gosses et deux enfants algériens d'un gréviste en difficulté, tout émerveillés des cadeaux donnés par les habitants des environs.

« Immigrés, Français, même patron, même combat ». Spontanément, la revendication a pris forme et ils l'ont scandée tous ensemble. Maintenant, ils sont convaincus : ils appartiennent à la même classe que le patronat a voulu diviser pour mieux l'exploiter. Et ça c'est déjà une victoire qu'aucun patron, même de choc, ne pourra jamais leur voler.

CHRISTINE COTTIN

(1) Pour la solidarité envoyer vos dons : C.c.p. U.d.-C.f.d.t. Essonne - La Source 30.883.07 (mention « Solidarité Dynamic »).

changer la vie sociale et économique

LE MEDECIN A LA PORTE

Une médecine du Travail aux ordres des patrons ? Chez Chrysler, on ne doute plus de la réponse depuis le licenciement d'un jeune médecin, le Dr Pigement. Engagé il y a quelques mois par l'usine Simca-Chrysler de Poissy, il s'était montré trop indépendant et trop curieux au goût du médecin-chef et de la direction. Il faut dire qu'il avait eu la mauvaise idée de demander des changements de poste en faveur d'ouvriers qu'il venait d'examiner. Il avait surtout cherché à s'informer en visitant les ateliers, en questionnant les salariés sur leurs conditions de travail. C'était plus que la direction ne pouvait en supporter. Elle a d'abord proposé au jeune médecin de démissionner, moyennant une indemnité. Devant le refus de l'intéressé, elle l'a licencié. Les autres médecins du Travail de cette entreprise n'ont, jusqu'à présent, pas protesté.

ATTENTION, HOPITAUX

La Fédération hospitalière de France, qui a clos vendredi dernier ses 5e assises nationales, n'a pu qu'établir un triste bilan de l'hospitalisation publique, alors qu'il reste à peine plus d'un an avant la fin du VIe Plan : 52 % seulement des hôpitaux généraux prévus ont été construits jusqu'à présent et, sur les 240 000 lits de ces établissements, 60 000 sont encore en salle commune. Pour les hôpitaux psychiatriques, le retard est encore plus considérable : 40 % du Plan seulement sont réalisés à l'heure actuelle et plus du tiers des 110 000 lits est en salle commune. Quant aux lits réservés aux personnes âgées en hospice, ce sont 80 000 lits sur 200 000 qui sont en salle commune.

La pénurie du personnel se fait elle aussi de plus en plus inquiétante, malgré les promesses ministérielles. Actuellement, il manque 600 directeurs d'hôpitaux, plusieurs milliers de médecins et au moins 10 000 infirmiers !



D'accord. Ce n'est pas particulièrement beau. Mais c'est du costaud, pas comme les C.e.s. Aucun risque de le voir brûler. C'est en « dur », fait pour durer. Normal, c'est le nouvel hôtel de police du 5e arrondissement ! Il y en a qui doivent être rassurés d'avoir enfin un blockhaus en plein cœur du Quartier latin...

NON AU TIERS A RALLONGE

A l'instigation du P.s., du P.c., de la C.g.t., de la C.f.d.t., de la Fen et de quatre autres organisations, des pétitions vont circuler à Paris pour protester contre l'augmentation du tiers provisionnel. Passant de 33 % à 43 %, son paiement va porter une grave atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs. Les Parisiens sont appelés à manifester leur opposition en signant ces pétitions qui seront portées en délégation au ministère des Finances, le 5 février.

RECUL C.F.D.T. A CERIZAY

Les élections professionnelles viennent d'avoir lieu à l'usine Confection-Sèvres-Vendée de Cerizay.

Le grand bénéficiaire de la grève active menée par une centaine d'ouvrières pour la réintégration d'une déléguée C.f.d.t. : le syndicat F.o., qui se présentait pour la première fois dans cette entreprise et remporte, avec 65,77% des voix, la majorité des sièges.

La C.f.d.t. enregistre un net recul, passant de 109 voix en 1971 à 64 voix. Il faut noter cependant que les adhérentes de ce syndicat ont fait l'objet de nombreux licenciements. Juste avant les élections encore, 27 anciennes grévistes ont été licenciées abusivement et, de ce fait, n'ont pas pu prendre part au vote.

LA BATAILLE DU POULET

Aux abattoirs de volaille à Pédernec (Côtes-du-Nord) appartenant aux établissements Doux, la situation est de plus en plus tendue. Depuis le 4 décembre, la direction oppose un refus catégorique aux revendications des 90 grévistes — sur une centaine de salariés, dont 60 % de femmes. La situation devient difficile aussi pour les aviculteurs du Finistère. A partir de maintenant, 300 000 poussins risquent de ne plus être commercialisables chaque semaine. Le 10 janvier, 60 à 80 aviculteurs en contrat avec les abattoirs Doux se sont rendus à Pédernec pour tenter de briser la grève. Heureusement, des paysans de la région et des ouvriers de l'usine Doux de Plouray, eux aussi en grève, sont venus les soutenir. Dans la soirée, une scission s'opérait entre les gros éleveurs et les autres aviculteurs : une partie des petits et moyens éleveurs, rendus aux arguments des grévistes, demandaient alors à la direction de reprendre les négociations. Depuis, c'est pourtant toujours le statu quo.

GENERAL MOTORS REDUIT

Réduction des horaires chez General Motors, à Strasbourg. Les patrons de cette usine, qui emploie 1 150 personnes et fabrique des transmissions automatiques, ont décidé que les ouvriers ne travailleront plus que 32 heures par semaine, au lieu de 40 précédemment. Précision intéressante : les cadres et les administratifs ne sont pas concernés par cette mesure.

LES CABLES CEDENT

La C.g.e., « par principe », ne négocie pas. Mais aux Câbles de Lyon, à Gennevilliers, après 7 semaines de grève, il a bien fallu qu'elle cède : les 300 grévistes, pour la plupart des immigrés, étaient bien décidés à ne pas reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. La paie à la tête du client, ils n'en voulaient plus. Sur ce point, la direction a accordé une révision interne des classifications et leur alignement sur celles en vigueur dans les autres usines du groupe. Pour une centaine d'ouvriers sur les 400 que compte l'usine, cela représente une véritable progression. La direction s'est aussi décidée à reconnaître les organisations syndicales et leurs délégués français et étrangers. De plus, des cours d'alphabétisation seront organisés dans le cadre de la formation continue. Enfin, les sanctions qui menaçaient quatre grévistes ont été suspendues. Le travail a donc repris lundi. Une belle victoire, somme toute, qui devrait apporter l'espoir à tous les travailleurs en lutte contre la C.g.e. un peu partout en France.

Etranger

LE MIRAGE LIBYEN

Le colonel Kadhafi peut séduire, agacer ou révolter, mais il existe. Et puis, il y a le pétrole...

Depuis la révolution de 1969, qui fit du roi Idriss un exilé heureux, tout ce qui touche à la Libye est surprenant. Le président Moammar Kadhafi alimente les gazettes du monde entier par ses coups d'éclat. Dans le même temps, il pratique une politique qui ne manque pas de subtilité, au-delà des déclarations les plus choquantes.

Quelques jours après l'incident de « la Stampa » — la Libye menaçant la maison Fiat, propriétaire du grand quotidien de Turin, d'un boycott général par les pays arabes si elle ne renvoyait pas les journalistes responsables d'un article jugé insupportable par le chef de l'Etat libyen ! — l'annonce de la fusion entre la Tunisie et la Libye a fait rebondir l'intérêt. Que le colonel Kadhafi — après avoir échoué du côté de l'Egypte — ait entraîné le « sage » du monde musulman, Habib Bourguiba, et l'Etat qui passe pour le plus « occidentalisé » et le plus « intellectualisé » de ce monde dans une de ces opérations d'union aussi constantes que vaines, cela souligne à la fois le caractère explosif de la politique libyenne et l'incertitude de celle de la plupart des Etats arabes.

Les suites déjà connues ne peuvent que renforcer cette opinion. A peine signé par les deux chefs d'Etat, l'accord paraissait déjà fragile ou illusoire. Masmoudi, compagnon fidèle de Bourguiba et ministre des Affaires étrangères de Tunisie, payait de la perte de sa fonction une opération dans laquelle il semble avoir eu une part déterminante. Le référendum populaire, qui devait entériner dans l'allégresse la décision de fusion, a déjà été renvoyé à plus tard.

Bien entendu, on a cherché à expliquer pour comprendre. S'agit-il d'un des aspects de la lutte pour la succession ouverte en Tunisie depuis quelques années ? Ou d'une grande tentative de Bourguiba pour s'assurer, en s'appuyant sur la richesse libyenne, une situation dominante dans le monde arabe ? Ou le résultat d'une manœuvre de « grande politique méditerranéenne » venant de la diplomatie française qui, liée par l'habitude avec la Tunisie et par le commerce avec la Libye, chercherait à faire contrepoids aux Etats-Unis — tout en montrant au gouvernement algérien qu'il a intérêt à modérer ses exigences ? Toutes ces hypothèses peuvent avoir leur valeur.

Ce qui est plus évident, c'est l'existence d'une sorte de mirage libyen — sans jeu de mots. Deux éléments le constituent. D'une part, le caractère de la révolution libyenne, incarnée par le jeune maître qu'elle s'est donné. Un mélange de pureté traditionnaliste et d'aisance moderniste. La religion, l'alphabet arabe, l'austérité des mœurs, l'intransigeance verbale, les leçons données au reste du monde arabe, la dénonciation rigoureuse des régimes arabes décadents se mêlent à la décontraction dans les relations commerciales avec l'Occident capitaliste et à une rénovation profonde des structures économiques, administratives et éducatives de l'Etat libyen.

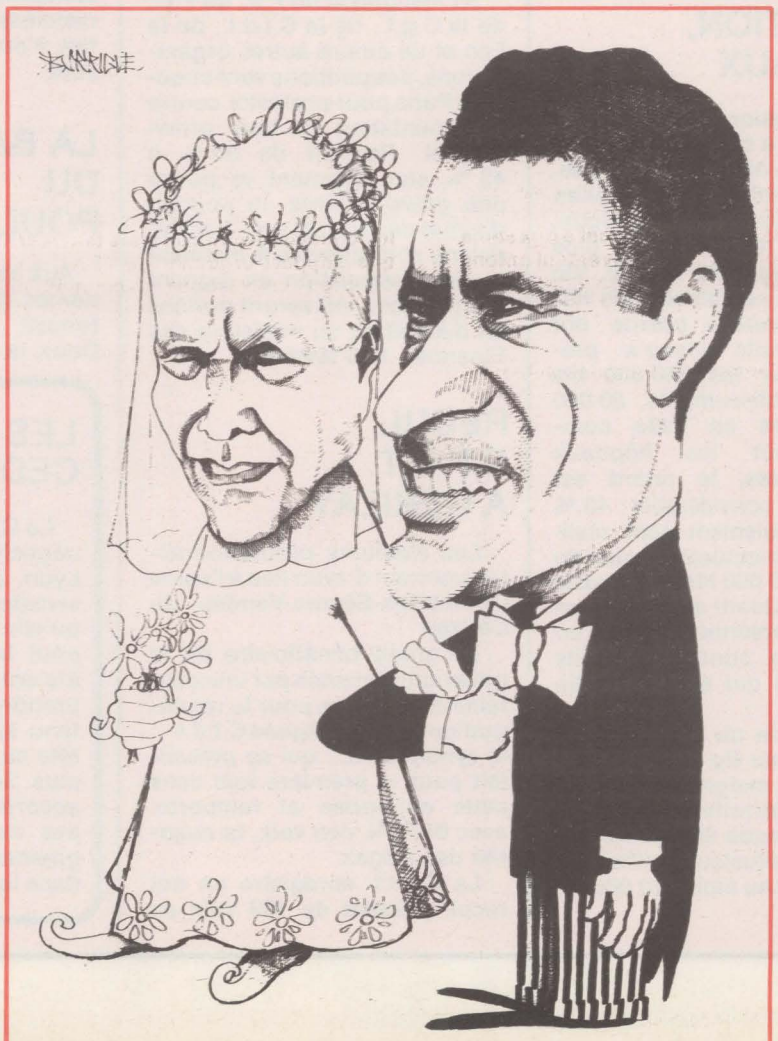
Le territoire libyen, trois fois grand comme celui de la France, n'est peuplé que de deux millions et demi d'être humains. Mais il y a le pétrole. Un des meilleurs au monde. Alors que les premières traces avaient été trouvées dans la lointaine région du Fezzan, l'essentiel de la production provient de la Cyrénaïque et de la région au sud du golfe de la Grande Syrte, c'est-à-dire à proximité de la mer. Des ports pétroliers ont surgi en quelques années : Es Sider, Ras Lanuf, Marsa el Grega, Al Zwaitina, Al Heriga, auxquels aboutit un réseau dense de pipe-lines. La Libye s'est hissée en moins de dix ans à la place de quatrième producteur mondial et dans la même période le revenu par tête d'habitant est passé annuellement de 250 dollars à 2 100 dollars, ce qui la met au niveau des pays moyens du monde industrialisé.

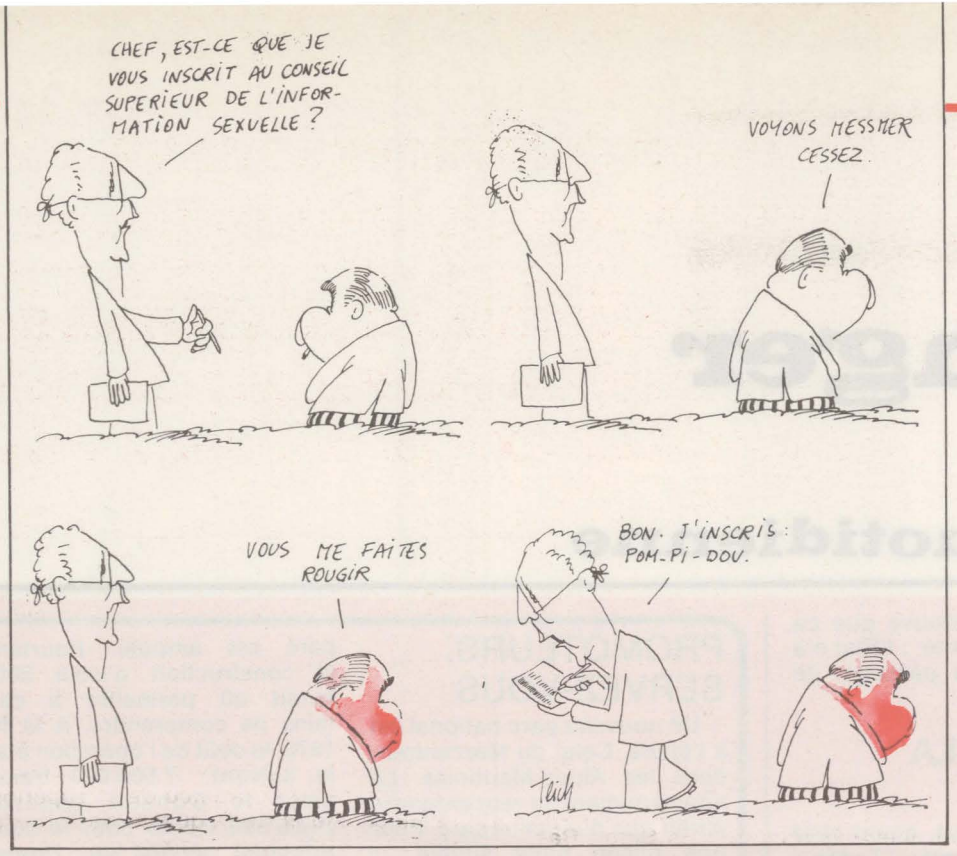
Et cependant le pétrole et ses annexes, y compris le gaz naturel, ne sont peut-être pas la seule richesse du sol libyen. On a, par exemple, découvert deux gisements de fer : l'un au Fezzan, avec 300 millions de tonnes de réserves ; l'autre près de Koufra, avec des réserves d'environ 35 millions de tonnes. Le gypse offre des perspectives illimitées, ainsi que tout naturellement le sable ; n'en rions pas : le monde moderne construit beaucoup et les matériaux de construction peuvent être à la base d'une fortune.

De quoi faire rêver. Le président Anouar El Sadate, qui a sur les bras trente cinq millions d'Egyptiens concentrés dans un pays sans richesses naturelles autres que le « don du Nil », a hésité, par peur des conséquences du verbalisme kadhafien sur une opinion publique divisée. On peut imaginer en revanche qu'une partie du personnel politique tunisien, assez convaincu de sa supériorité intellectuelle et de la qualité de son expérience, n'a pas eu la même retenue et qu'il a été sensible au charme qu'on prête au colonel Kadhafi. De plus, les Tunisiens ont pu attacher plus d'importance à l'envers du décor libyen : la façade est celle de l'arabisme intransigeant et tonitruant ; derrière, une grande souplesse dans les relations avec le monde industrialisé. Tenir la bride un peu courte au jeune régime libyen a pu passer pour une ambition possible pour un Masmoudi ou pour un Bourguiba junior.

Quelles que soient les suites de l'actuelle péripétie, le cas libyen est ainsi devenu une des pièces maîtresses des relations dans le monde méditerranéen et, par conséquent, un facteur non négligeable au niveau mondial. Le colonel Kadhafi peut, selon les moments, les lieux ou les situations, séduire, agacer ou révolter, il existe. Dans le dur monde actuel, cela peut passer pour une qualité.

CLAUDE FUZIER





Les exclus de Poniatowski

A peine créé, le Conseil supérieur de l'information sexuelle est désavoué de toute part. C'est sa composition elle-même qui est remise en question. Sur les 40 organisations représentées, une quinzaine d'entre elles dénoncent l'arbitraire des choix du ministre de la Santé. Et pour cause. Michel Poniatowski a décidé d'exclure le Mouvement français pour le Planning familial parce que cette organisation « fait de la politique et s'occupe d'avortement. »

« Il est vrai que, depuis cet été, nous avons pratiqué des avortements dans nos centres d'orthogénie, reconnaît Simone Iff, présidente du Planning familial. Mais nous ne l'avons fait qu'exceptionnellement, pour des cas isolés et désespérés. Cela ne constitue qu'une infime partie de notre action »

Quant à la politique, il semble bien que le Planning ait toujours été contraint d'en faire. En 1956, lors de sa création par le Dr Lagroua Weill-Hallé, ses buts officiels sont à eux seuls une provocation : ce petit mouvement entend s'attaquer à la loi de 1920, notamment aux articles qui interdisent la contraception et toute publicité sur les méthodes contraceptives.

La tâche est immense. Pendant plus de 15 ans, seul et dans la clandestinité, le Planning familial se bat contre tous, principalement contre le conservatisme gouvernemental en la matière. Et, les élections présidentielles de 1965 et le programme présenté par François Mitterrand au nom de l'union de la gauche représente la première popularisation sérieuse des idées du Planning. Et, en 1967, Lucien Neuwirth, député U.d.r. de la Loire, parvient à faire voter un projet de loi libéralisant la contraception. L'avenir s'éclaire. Mais là, encore, il faudra lutter 5 ans pour briser l'opposition des hommes d'Etat les plus rétrogrades — tel l'ancien Garde des Sceaux, Jean Foyer — et pour que soit enfin pris, en avril 1972, le décret d'application de la loi Neuwirth. A partir de ce moment, le Mouvement français pour le Planning familial est officiellement reconnu. Il va même recevoir quelques subventions des Caisses d'allocations familiales et d'assurance maladie, qui se tariront plus tard.

Son audience s'élargit rapidement dans tout le pays. Avec ses 40 000 adhérents, ses 350 centres, les 1 500 médecins et 1 500 conseillers qualifiés qui accueillent et renseignent tous ceux qui le désirent, le Planning familial occupe à présent le premier rang des mouvements français pour la contraception et l'éducation sexuelle.

Son exclusion du Conseil supérieur en est d'autant plus scandaleuse. Les réactions se multiplient. Le Parti socialiste, par les questions écrites de Jacques-Antoine Gau et de Georges Fillioud, demande au ministre de la Santé de s'expliquer. La C.f.d.t., quant à elle, propose au Planning la place qu'on lui a donnée au sein du Conseil. « Par cette mesure, remarque Simone Iff, Poniatowski est même arrivé à dresser contre lui certaines organisations qui, en fait, partagent ses idées. » « Déjà l'évolution de la situation vient de s'accélérer d'une façon anarchique, en raison des besoins et en l'absence d'une bonne loi, constate Neuwirth. Mais tant reste à faire que l'apport organisé de l'Etat, en accord avec les associations et mouvements concernés, sera des plus utiles ». On ne saurait être plus clair.

En attendant, Poniatowski s'est démasqué. Avec ses réformes sur l'adoption, sa volonté d'humaniser les hôpitaux et une certaine largesse de vue en matière d'avortement, il s'était taillé une silhouette libérale. Elle vient de s'écrouler lamentablement.

En fait, l'avortement n'est qu'un prétexte pour écarter le Planning familial du Conseil supérieur de l'information sexuelle. Ce qui effraie bien davantage le ministre de la Santé, c'est la volonté du Planning de répondre aux besoins des femmes et non pas de leur dicter une conduite, de leur donner la maîtrise de leur vie au lieu de les enfermer dans les règles strictes d'une morale bourgeoise. Exclue pour cause d'incitation à la liberté et à la responsabilité : tel est le verdict qui vient de tomber.

Le Planning familial va-t-il en référer au Conseil constitutionnel, comme il serait en droit de le faire ? En attendant, il continue d'approfondir sa réflexion sur ce que doit être un véritable Conseil supérieur de l'information sexuelle.

CHRISTINE COTTIN

GISELE HALIMI



La cause des femmes

Une sobre passion, des exemples précis. C'est la meilleure cause de l'avocate Gisèle Halimi
FRANÇOISE GIROUD

C'est trop peu dire qu'il est un plaidoyer pour toutes les femmes.
PIERRE DESGRAUPES

Gisèle Halimi, douée de surcroît d'un don d'expression, a réussi à "communiquer" ce que peut connaître une femme.
PAUL GIANNOLI

Un livre clair et bouleversant.
FRANÇOIS-REGIS BASTIDE

COLLECTION ENJEUX

grasset

neo

changer la vie quotidienne

UN CAP TRES « PROTEGE »

Le cap Gris-Nez, c'est un souvenir d'école. Un cliché. C'est peut-être une future réserve naturelle. En attendant, c'est une « zone à protéger » — elle est en pré-inventaire des sites — où l'on trouve : un hôtel en construction, dont les capitaux ont été apportés par les frères Willot, un lotissement sans permis de construire, deux chalets, une maison, un camping, un projet de route. Pas mal, pour une toute petite zone à protéger...

ICI L'ON PECHE

Vous voulez savoir combien de poissons contient un paquet de margarine ? Il vous faut lire le « Bulletin du Laboratoire coopératif » de janvier. Les analyses faites par le Laboratoire prouvent que toutes les marques de margarine contiennent — alors que l'étiquettage le tait — des graisses de poisson. Dans certains cas, jusqu'à 75 % du « gras » d'un paquet. Ou de l'huile de colza. Quant aux prix, ils varient, sans que l'on puisse savoir pourquoi, de 3 F à 4,40 F — c'était en juin 1973. Faut-il ajouter que, dans la majorité des cas, la publicité support était mensongère.

LES C.E.S. : UNE BELLE ADDITION

Ça commence à bouger à propos des C.e.s. industrialisés. Après les parents, les municipalités rechignent. Le conseil municipal de Vitry vient de décider qu'à compter du vendredi 4 mai, un bâtiment du C.e.s. Jules-Vallès — dont la ville avait refusé la réception définitive — serait fermé. Ainsi que le groupe scolaire (maternelle et primaire) Jules-Verne. Pour ce dernier, la municipalité n'avait pu obtenir, malgré ses démarches, le passage de la commission départementale de sécurité. Par la même occasion, le conseil municipal a fait une addition. Celle des frais engagés pour des travaux de sécurité qui, en bonne logique, sont du ressort de l'Etat. Depuis 1972, la ville a dépensé 320 millions d'anciens francs. Ce qui prouve que ça rapporte, la sécurité : l'Etat n'a pas manqué, au passage, de prélever la T.v.a.

PARIS ET LA PROVINCE

M. Francis Casé, agent chef de C.e.s., nous écrit : « Lecteur de « l'Unité », je prends la liberté de soumettre à votre bienveillance un sujet qui me tient à cœur « l'égalité des droits des Français ». Voici les faits : agent de service de l'Education nationale, j'ai accédé au mois de septembre 1973, après examen, au grade supérieur ; mais du 7e échelon, j'ai été rétrogradé au 4e échelon de ce groupe. Or, dans l'académie de Paris, Créteil, Versailles, le même personnel dans les mêmes circonstances ne rétrograde pas.

Je pose la question : Est-ce que les Français de Paris sont supérieurs à ceux de province ?

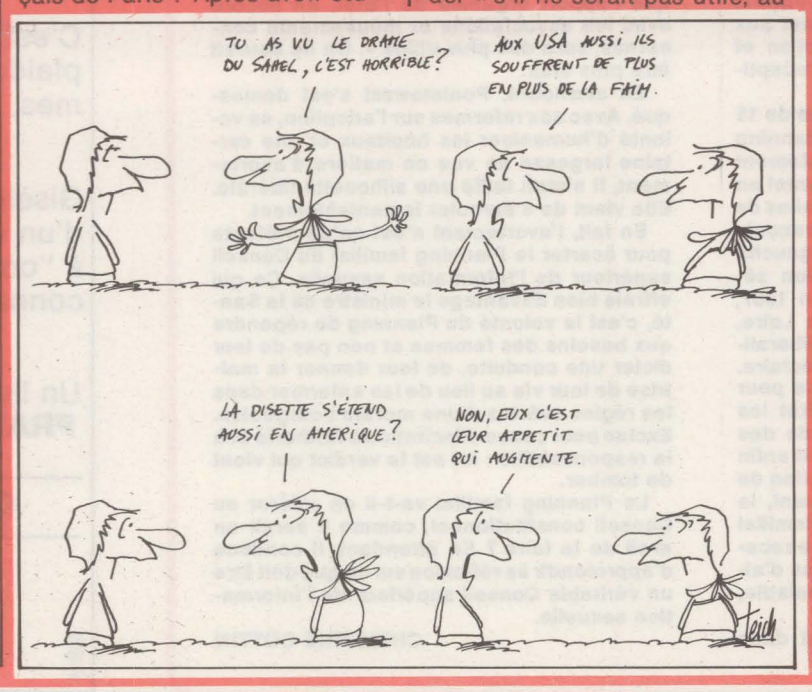
J'ai écrit, par voie hiérarchique, à monsieur le ministre de l'Education nationale de même qu'à monsieur le président de la République, pour leur faire connaître cette ségrégation à l'encontre des gens de province. Je dois dire que la réponse du ministre ne me satisfait pas, elle parle de textes et non d'égalité ; pourtant si ces textes sont valables pour moi, pourquoi ne s'appliquent-ils pas aux Français de Paris ? Après avoir étudié les dossiers d'agents de Paris mutés à l'académie de Montpellier, le rectorat a dû reconnaître l'exactitude de mes affirmations. »

PROMOTEURS, SERVEZ-VOUS

Un nouveau parc national est à l'étude. Celui du Mercantour, dans les Alpes-Maritimes. Le gouvernement ne veut entendre parler que d'un mini-parc. Pour une raison toute simple : il faut laisser aux promoteurs — qui ne trouvent plus de sites vierges sur la côte d'Azur — de l'espace à prospecter. Le projet du ministère de l'Equipement laisse donc les meilleurs sites à la promotion immobilière : Isola 2000, Sestrières, Mollières-les-Adus, Caramague, Casterino. Ainsi, avant même d'être créé, le parc est amputé. Pourtant, la construction d'Isola 2000 aurait dû permettre à certains de comprendre. A la fin 1972, le coût de l'opération était le suivant : 7 500 000 francs pour le Conseil général, 2 000 000 francs pour le commissariat général aux Domaines, 4 500 000 pour la commune d'Isola, 2 000 000 pour le promoteur ! Depuis, tout le monde reste discret sur les chiffres. Alors, se prépare-t-on à renouveler la même opération ? Et, pour ce faire, à rendre inutile un parc, qui n'aurait plus alors qu'un intérêt, celui de servir d'appât publicitaire aux promoteurs ?

DES NOMS, DES NOMS !

L'Onser a publié il y a plusieurs mois une enquête sur les voitures les plus dangereuses. Les marques et les types de véhicules n'étant pas, bien évidemment, désignés. Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, vient de poser une question écrite au ministre de l'Equipement. Pour lui demander « s'il ne serait pas utile, au moment où le gouvernement privilégie les campagnes de prévention et de sécurité, de publier un tel rapport qui permettrait à la fois l'information des consommateurs et, en même temps, l'incitation plus grande des fabricants d'automobiles à produire des véhicules dont la sécurité serait mieux assurée ». Il faut dire qu'il serait « amusant » de voir publier le répertoire des accidents, la récapitulation par marque et par type, et le pourcentage de risque inhérent à chacun d'eux. On attend la réponse de Guichard.



ACTION POUR LES HANDICAPES

Le gouvernement prépare une loi d'orientation sur l'enfance handicapée. Mais il la prépare lentement. Sans se soucier de ce que l'on sait, pense ou dit sur ce problème. Le Comité d'études et de coordination pour l'enfance inadaptée (20 A, rue Jules-Ferry, 93100-Montreuil) n'a pas obtenu de réponse à la demande d'audience adressée au sous-secrétariat d'Etat à l'Education nationale. Du coup, il a demandé à être reçu par le ministre de l'Education nationale et par celui de la Santé. Et il organise, ces vendredi et samedi, deux journées d'action nationale. Car il est urgent que de nombreuses questions angoissantes pour les familles soient posées. Notamment la prise en charge des handicapés par l'Etat.

Laine

MAZAMET PART EN QUENOUILLE

Mazamet, cité du Tarn, capitale mondiale du délainage, craint pour son monopole après avoir longtemps fait sa pelote.

De notre envoyée spéciale

Il est des petits métiers qui font de grandes fortunes et la richesse d'une ville. Peu connue, l'industrie du délainage — travail qui consiste à séparer la laine des peaux de mouton — est aujourd'hui en crise. Crise de matière première. Pourtant, elle est née de l'esprit mercantile d'une nouvelle race de commerçants du siècle dernier à Mazamet.

Dans cette petite ville du Midi de la France, on raconte volontiers une légende pour expliquer sa prospérité : un jour, une fileuse perdit son peigne d'or dans l'Arnette ; depuis, les eaux de la petite rivière ont le pouvoir de laver mieux la laine que toutes les autres eaux du monde. Pour la petite histoire, ce sont les eaux pures de calcaire descendant de la Montagne Noire qui ont fait de Mazamet la capitale du « lavé à dos ».

Pour la grande histoire, le développement de la ville par rapport à Castres, sa rivale, est dû aux commandes du drap de troupe par un natif de la région, le maréchal Soult. Mais ce fut surtout grâce à Napoléon III, qui leva le protectorat et permit les importations et les exportations des produits textiles. Ainsi s'ouvrit très vite un premier comptoir à Buenos Aires, qui devait en appeler bien d'autres dans le monde entier, faisant de Mazamet la cité du courtage de la laine. Les figures originales de la ville, ce sont encore aujourd'hui les quelque 150 « saquetou », ces courtiers qui de tous temps ont traversé la ville, de négociant en négociant, avec leurs échantillons de brins de laine dans un petit sac. Mazamet est donc une ville « installée » en Amérique latine, en Afrique du Sud, et principalement en Australie. Elle achète des matières premières — les peaux lainées — pour les transformer en deux autres matières premières : d'une part, la laine revendue aux filatures du Nord et à l'étranger. D'autre part, le cuir, qui alimente les mégisseries de la région. Celles de Graulhet, en particulier.

Le déclin

Une ville installée aussi dans le charme discret de sa bourgeoisie ; c'est dans la douce chaleur d'une villa que se font et se défont les fortunes, qu'on joue et qu'on spécule. Depuis près de cent ans. Longtemps deuxième Banque de France du pays, ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, à Mazamet, on est Républicain indépendant. Bien que par tempérament plus indépendant que républicain. Et, de père en fils, courtier, négociant, délaineur ou ouvrier, chacun a touché à la laine.

Cependant, l'arrivée sur le marché des fibres synthétiques a fait perdre à la laine son importance de produit de grande consommation. Depuis plusieurs années, les cours s'écroulent et, à la fin du dernier trimestre 1971, à Tourcoing, le kilo de peigné varie de 10,20 à 10,80 F. Alors, les gros producteurs que sont les Australiens décident la reconversion de leurs troupeaux : ils feront du bœuf et du porc. Et ils abattent. De 180 millions de têtes, leur cheptel passe à 140 ou 145 millions. Autant de peaux bonnes à prendre — surtout que 1971 voit venir la crise économique. Les négociants mazamétains ne s'y trompent pas. Ils achètent. Stocker la laine est d'un meilleur rendement que de miser sur le dollar. D'ailleurs, on sait bien que les cours remonteront. 7 000 tonnes de peaux de mouton débarquent chaque mois à Marseille et Bordeaux, qui seront acheminées vers la petite cité tarnaise. En 1972, on évalue le stock à 8 000 et 9 000 tonnes. Euphoriques, les entreprises de délainage tournent à plein rendement. Les peaux s'entassent dans les étuves et tôt le matin, comme le veulent les habitudes, les ouvriers sabrent, pellent et trient la laine.

En 18 mois, la production augmente de 400 %. En mai 1973, le kilo de peigné est passé à 37 F. Et les producteurs que sont l'Uruguay et l'Argentine décident l'embargo — afin de sauver leur économie. Alors, l'Australie remonte son troupeau... en moutons.

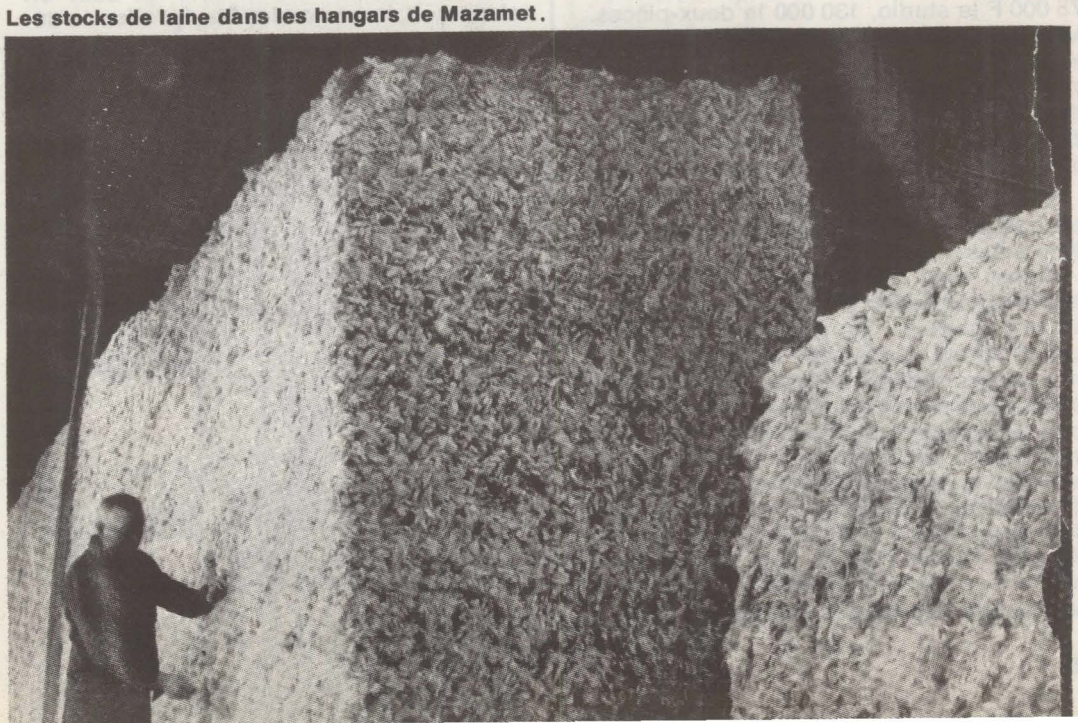
De ces fluctuations économiques favorables à certains dépend une main-d'œuvre — spécialisée — qui, de tout temps, a connu et des jours heureux et des mois de chômage partiel. A moins de 40 heures par semaine, on ferme l'usine quelques mois. Et les ouvriers vont cultiver le petit arpent de terre d'héritage : « On sait bien ce que c'est dans la profession ». Fatalistes, ils réagissent difficilement. Le syndicat a du mal à se faire entendre, même s'il se bat pour l'amélioration de l'accord national du textile.

Cette année encore, il ne faudra pas compter sur les augmentations. Parce que, cette fois, la crise s'annonce grave. Deux usines ont déjà fermé leurs portes. Peut-être définitivement. Ce sont des façonniers, qui délainent sur commande sans être propriétaires des peaux. Ils ont été les premiers rationnés. Les autres, les chargeurs qui sont aussi négociants, en sont aux fatales 40 heures. Mais on sait que février et mars seront difficiles. On sait aussi que la situation ira en s'aggravant. Pourtant, la production du délainage n'est pas négligeable. Elle représente 36 900 tonnes pour les 10 premiers mois de 1973, alors que la production du « peigné » est de 65 600 tonnes.

Souvent, Mazamet a tremblé. Et si son monopole s'effondrait ? Car les producteurs peuvent eux-mêmes délainer les peaux. Jusqu'à présent, Mazamet a défendu sa place forte. Qui pourtant, dans le circuit de laine, est discutable : la plus grande partie de sa puissance vient tout simplement de son rôle de « stock mondial ». Et d'un circuit économique aberrant qui doit sa réussite à la témérité des industriels du siècle dernier. L'année dernière, on a importé plus d'un milliard de laine en suint (la laine de tonte) pour 453 millions de peaux lainées. C'est-à-dire des peaux, de la laine... plus des saletés. Et, en 1974, on s'interroge de nouveau à Mazamet : « Fait-on faire 12 000 km à de la terre et des cailloux ? »

JOSETTE BARBIER

Les stocks de laine dans les hangars de Mazamet.



Immobilier

Un immeuble en trompe-l'œil

Le si joli petit immeuble rénové cachait une très jolie petite escroquerie.

Un si joli petit immeuble. Tapi au flanc de la colline Sainte-Geneviève, en plein cœur du Quartier latin. Six étages de façade ancienne, mais refaite à neuf, toute claire. Dans l'entrée, interphone, moquette et poignées « genre ancien » aux portes. A l'intérieur, des habitants en colère. Des copropriétaires en procès contre leurs promoteurs. Victimes de nombreuses escroqueries à vous couper le souffle, et, presque au même point, de certaines dispositions de loi.

Tout commence en 1971. Jusqu'alors, l'immeuble n'était qu'un paisible hôtel meublé. Sa propriétaire le vend à une société à responsabilité limitée, au capital social de 20 000 F. Cette société, nous l'appellerons la S.X. Prix de vente raisonnable pour le quartier : un million de nouveaux francs, soit 600 F le mètre carré au sol. Après « rénovation », le mètre carré coûtera 4 200 F. Mais attention : non plus le mètre carré au sol, mais le mètre carré d'appartement. Le gain — la différence entre les deux prix — est donc à multiplier par six, pour les six étages. Profit énorme, mais jusque-là parfaitement légal.

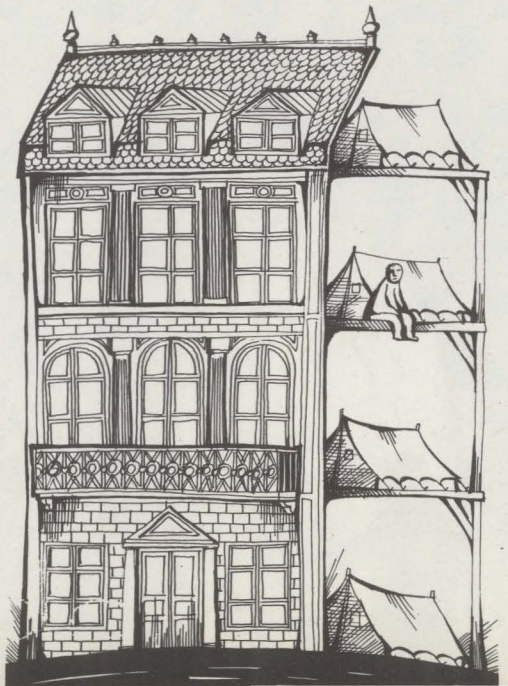
Aussitôt après l'achat, les travaux commencent, en même temps que la mise en vente des appartements — sur plan. Après campagne publicitaire dans « le Monde », « le Figaro » et dans de grandes surfaces de Montparnasse et de Passy, sur le thème « rénovation somptueuse — poutres apparentes — rentabilité assurée », les 37 studios et appartements trouvent acquéreurs. A un prix encore une fois relativement « normal » pour le quartier et pour ce qui était promis : 75 000 F le studio, 130 000 le deux-pièces. Mais ça, c'est la somme qui est portée sur les actes de vente. Car, en fait, les vendeurs exigent des acheteurs, avant la signature, un dessous de table, allant de 15 000 à 25 000 F : infraction à la loi. Rassurez-vous : c'est monnaie courante, si l'on peut dire.

Et de la part des acheteurs, que ne ferait-on pas pour être logé douilletement, et à date prévue...

Hélas, non ! Les appartements devaient être livrés en janvier 1972, mais au printemps suivant certains propriétaires, excédés, commencent à s'installer, malgré l'inachèvement des travaux. Excuse donnée par la S.X. pour le retard de livraison : c'est que le chef de chantier, quatrième larron des trois promoteurs, est en prison à Fresnes : il fait huit mois de prison préventive pour tentative d'homicide. Et justement, sur la personne d'un propriétaire d'un autre immeuble en mauvais termes avec la S.X.... Le chef de chantier ne sera pas remplacé. Les ouvriers seront recrutés au gré des petites annonces : un menuisier par-ci, un électricien par-là... A aucun moment, les aménagements ne seront effectués par une entreprise responsable de son travail devant la loi. D'ailleurs, à la limite, à quoi bon embaucher ? Une fois la vente terminée, les travaux cesseront, tout simplement. Les copropriétaires ne seront jamais invités à signer l'acte de réception des travaux, marquant l'accomplissement du contrat.

Les habitants du si joli petit immeuble vont alors connaître des jours héroïques. Pas de chauffage : ils seront obligés de l'installer plus tard, à leurs frais, pour 50 000 F. La plomberie ? Elle avait été refaite. Mais, en peu de temps, 17 tuyaux éclatent. Et on avait « oublié » de raccorder certaines douches : si bien que 40 litres d'eau s'infiltrent insidieusement dans votre plafond quand votre voisin du dessus prend innocemment son bain... Pour refaire la plomberie un peu plus sérieusement, les propriétaires ont encore dû débourser 20 000 F. Maintenant, ils en sont à refaire carrelages et poutres : les mosaïques des salles d'eau, ravissantes et importées d'Italie — elles avaient d'ailleurs fait l'objet d'un trafic de factures « gonflées » — se décollent déjà, car elles avaient été posées sans enduit. Quant aux poutres, prétendument traitées, elles se sont révélées être une nourriture de choix pour capricornes et termites : si bien que l'immeuble menaçait de s'effondrer.

Quelques aménagements avaient quand même été exécutés. Telles ces « grilles de ventilation », posées dans les salles de bains et kitchenettes sans fenêtre et dont on s'aperçoit, lorsqu'on les ôte, qu'elles ne débouchent sur aucune gaîne d'aération ! Des grilles postiches, placées là pour faire croire que les conditions minimales d'hygiène étaient assurées, et qui ont beaucoup amusé les promoteurs lors de la visite d'expertise. Certains propriétaires, ulcérés, sortent alors leurs mètres et vérifient les surfaces : tel petit deux-pièces fait 6 mètres carrés de moins que ce qui était porté sur le contrat... Au prix du terrain, cela constitue déjà une escroquerie toute simple de plus de 20 000 F !



C'en était trop. La plupart des acquéreurs, la rage au cœur, déposent plainte en novembre 1972 devant le tribunal commercial pour abandon de chantier, malfaçon, inexécution de contrat. Après des mois et des mois, le rapport de l'expert est établi, écrasant pour les trois acolytes. Mais que croyez-vous qu'il arriva ? Le jugement, qui probablement, pénalisera les promoteurs, n'interviendra peut-être que dans longtemps. En attendant, la S.X. récidive : elle vient d'acheter un autre hôtel meublé à rénover, dans le 17e arrondissement.

Au fait, pourquoi d'anciens hôtels meublés à chaque fois ? C'est que ceux-ci, pourvu qu'ils n'aient pas été transformés avant 1962, ne sont pas soumis à la loi de 1948 réglementant les loyers. Dans ces immeubles anciens, les loyers sont donc libres, à condition de satisfaire à certaines lois d'hygiène. C'est donc, pour ceux qui achètent pour louer, un placement de « haute rentabilité ». Pas autant que pour les promoteurs, bien sûr. Une autre gagnante, c'est la banque qui prêta un million de nouveaux francs à une S.a.r.l. au capital de 20 000 F — le minimum — qui prêta aux acheteurs — les promoteurs se faisaient un plaisir de les lui adresser — et qui sera créancière prioritaire en cas d'hypothèque.

La fin de l'histoire ? Elle ne sera probablement pas très morale. Certes, le tribunal peut condamner les escrocs à verser des dommages et intérêts. Tout ce que peut faire la Justice, c'est saisir le capital social de la société : mais ce n'est pas un hasard si celui-ci est fixé au minimum — somme dérisoire vu l'ampleur de l'affaire.

Les porteurs de part d'une S.a.r.l. ne sont responsables ni sur leurs biens propres ni sur leurs personnes : ils peuvent donc se mettre en faillite, et créer une autre S.a.r.l. qui n'aura pas à payer les dettes de la précédente.

Mais quelques-uns des propriétaires ont voulu aller plus loin : ils ont déposé une plainte au pénal, c'est-à-dire non plus sur le strict plan commercial, mais sur le plan des délits. Avant qu'elle n'aboutisse, les trois associés auront eu le temps de se mettre à l'abri hors de France, poches bien remplies. Deux d'entre eux sont étrangers et peuvent ainsi échapper plus facilement aux poursuites. Quant au troisième, bien français, de méchantes langues disent de lui qu'il serait bien introduit dans les milieux du proxénétisme... Pâles voyous, ils ne connaîtront jamais la gloire. Tout le monde ne peut pas être Frankel ou Rives-Henry.

MARIE-LOUISE TAILLEFER

L' EXEMPLE ALGERIEN

Cinéma

Loin des sous-produits occidentaux et du cinéma arabe « traditionnel », le cinéma djidid est né. Un exemple pour les caméras du Tiers-Monde.

Il y avait eu, pourtant, bien des précédents fâcheux — la Yougoslagie, par exemple, où il avait fallu des siècles pour que la création cinématographique s'arrache aux « films de partisans » et que Makavejev, Petrovic et bien d'autres s'affirment comme auteurs en parlant d'autre chose que les scénarios stéréotypés sur la Résistance. N'empêche : pendant près de dix ans, malgré des atouts considérables — nationalisation de la production et de la distribution, contrôle de la programmation des salles — le cinéma algérien se contenta de vivre sur les épisodes de la guerre d'indépendance.

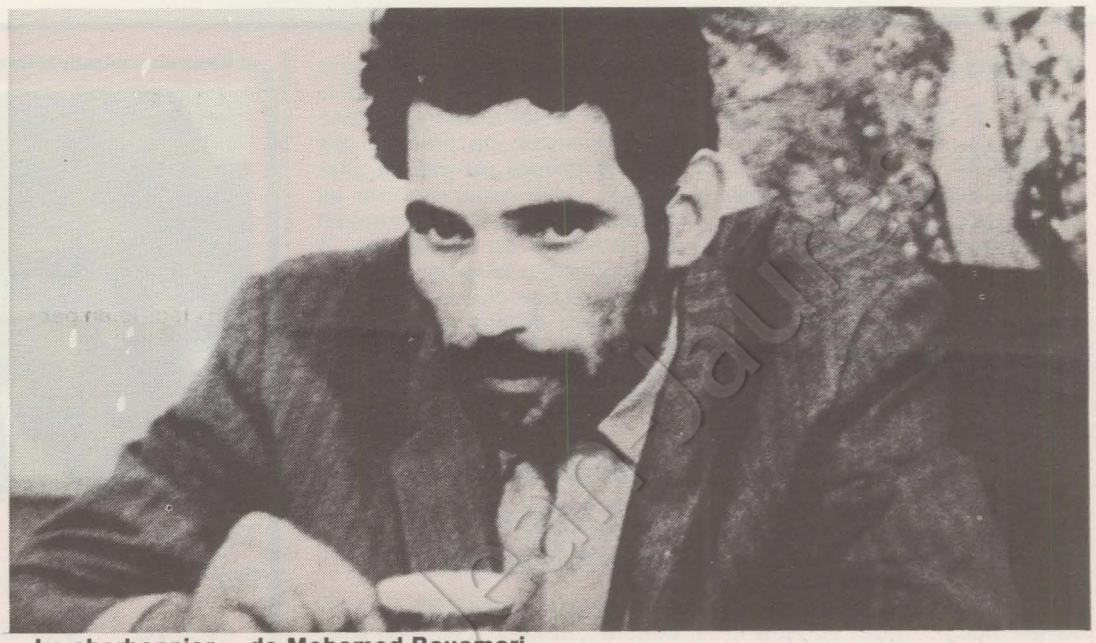
Sans doute le sujet le méritait-il amplement. Et sans doute était-ce une étape obligée pour un cinéma né dans les maquis. Mais vint une époque où les jeunes réalisateurs d'outre-Méditerranée éprouvèrent le besoin de s'intéresser moins aux combats de naguère qu'à l'Algérie présente, sans tomber pour autant dans la plate propagande. Dans le meilleur des cas, on obtenait « Le vent des Aurès », de Lakhdar-Hamina. Mais, plus fréquemment, ce que Mostefa Lacheraf — essayiste et conseiller culturel de Boumediene — appellera « l'héroïsme dans sa conception individuelle et fracassante et sa finalité souvent gratuite et romantique... qui détourne les gens des réalités nouvelles et du combat nécessaire en vue de transformer la société... Un dérivatif ».

Il n'y a guère que trois ou quatre ans que le cinéma algérien a véritablement entrepris sa rénovation. Pas sans difficultés, et grâce en bonne partie à une série d'expériences effectuées dans le cadre de la R.t.a. — la télévision algérienne. La grande occasion fut offerte aux jeunes cinéastes par des commandes « carte blanche » à l'occasion du 10e anniversaire de l'indépendance et de la Charte de la révolution agraire. Ainsi, à travers une douzaine de longs métrages, naissait quelque chose de proprement algérien qu'on nomme déjà le « cinéma djidid » (nouveau).

L'héroïsme quotidien

Nouveau par le fond et nouveau par la forme. La génération des années 70, formée à l'Idhec français, à l'O.r.t.f., en Europe de l'Est ou dans l'assistanat des coproductions, a réussi peu à peu à se dégager aussi bien du « réalisme socialiste » que des modèles occidentaux, de leurs stéréotypes et des procédés de la réalisation à gros budget. Finies même les afféteries qui gâtent le « Décembre » de Lakhdar-Hamina — récemment chroniqué par « l'Unité ». Pour trouver un style plus modeste, plus dépouillé, mais finalement plus riche et plus original. C'est tout à fait ce style qui convient aux thèmes nouveaux qu'aborde le cinéma djidid : l'industrialisation, les rapports de production, la critique de la nouvelle bureaucratie, la vie des paysans et des ouvriers, la cellule familiale, le rôle de la femme dans l'Algérie nouvelle, l'émigration...

A ce titre, « El faham », « Le charbonnier », de Mohamed Bouamari — qui vient de sortir en France — constitue une charnière décisive. Ancien collaborateur de Lakhdar-Hamina (pour « Le vent des Aurès »), de Costa-Gavras (« Z ») et de Bertucelli (« Remparts d'argile »), ce cinéaste de 32 ans a choisi d'y parler d'un itinéraire individuel pour mieux rendre compte d'une situation collective : celui d'un petit artisan rural d'avant la révolution agraire, avec ses angoisses et ses révoltes. Le charbonnier Belkacem vivote au rythme de la vieille Algérie, jusqu'au jour où son monde commence à se désagréger : les bouteilles de gaz plus efficaces que son charbon de bois sont apparues sur le marché du douar, sa femme est sollicitée pour travailler dans l'usine qui va s'installer... « Pas question ! La place de la femme est à la maison ». Alors Belkacem part pour la grand-ville chercher un travail moins tourné vers le passé. Mais l'ancien compagnon de maquis sur qui il compte est devenu un « monsieur fonctionnaire », embourgeoisé, un peu méprisant... Belkacem revient au village, déçu, mais pas découragé : il « changera sa vie » en apprenant à lire, en s'affrontant aux notables et aux propriétaires fonciers, imaginant comment, en acceptant que sa femme aille en usine, il jettera bas les tabous en même temps que le voile traditionnel de l'épouse. Donc, une histoire humaine, en apparence au ras du sol, où l'héroïsme du maquis a cédé la place à l'héroïsme du travail de tous les jours. De cette quotidienneté, « Le charbonnier » tire tout son prix.



« Le charbonnier », de Mohamed Bouamari.

Le film pourrait bien sûr s'en tenir là, en rester à ce que son auteur appelle « une esthétique de la frustration algérienne, frustration engendrée par le colonialisme dans les domaines social, intellectuel, sexuel... » Mais on a compris, à travers le simple résumé du scénario, qu'au-delà sont mis en débat quelques-uns des grands problèmes auxquels est affrontée l'Algérie moderne. A commencer par les chances d'avenir de ce bouleversement que représente la révolution agraire. Enorme question, en effet : malgré les nationalisations d'après mars 1962, il restait un million de paysans sans terre, comme Belkacem, alors que les grosses exploitations (3 % des propriétaires) détenaient à elles seules le quart des surfaces. C'est une nouvelle redistribution, limitant les grandes propriétés et s'en prenant à ceux qui ne travaillaient pas eux-mêmes leurs terres, qu'a mise en place la « révolution agraire » de novembre 1971 — qui organisait par ailleurs les paysans sur la base de la coopération, de l'exploitation privée ou de l'autogestion.

C'est ce passage délicat à une autre société qu'illustre l'œuvre de Bouamari. Plus encore que les autres thèmes du film — la dénonciation des féodaux et celle de la « nouvelle classe » bureaucratique ; la nécessité donc de restructurer le parti F.l.n. ; le besoin d'émanciper la femme et celui d'alphabétiser intensivement — c'est à ce combat que « Le charbonnier » veut servir d'arme. La diffusion du « Charbonnier », qui — par projections-débats, tournées de cinébus, etc. — a touché déjà 600 000 ruraux, assez souvent réservés vis-à-vis de la nouvelle réforme, constitue à elle seule un gigantesque travail politique dans les campagnes.

Voilà donc le cinéma djidid bien parti. Et c'est un événement, dans une partie du monde encore empoisonnée à la fois par les sous-produits occidentaux et par le cinéma arabe « traditionnel » d'importation égypto-libanaise — encore que, là aussi, surgissent des hirondelles, comme « Les dupes », le film que le Cairote Tewfik Salah a tourné en Syrie... A l'instar du « cinéma novo » du Brésil et de ses équivalents latino-américains, le cinéma algérien pourrait bien servir désormais d'exemple aux caméras du Tiers-Monde.

SERGE RICHARD

changer la vie culturelle

Théâtre

LA FORCE DU VERBE

La politique est d'abord parole et discours. Et le fascisme — même dans la mémoire collective — c'est la voix d'Adolf Hitler. Ces foules immenses et ordonnées qui lancent leurs bras devant le viol des mots. Ce langage rugissant qui mènera le Führer d'une taverne enfumée de Munich dans les années vingt aux flammes d'un bunker à Berlin, enfin détruit en 1945.

Parce qu'il l'a compris, Pierre Bourgeade a écrit sa pièce, « Deutsches Requiem », sur un argument simple qui permet à la parole nazie de se redéployer devant nous : Hitler survit à la chute de Berlin devant les troupes russes. Accompagnée d'Eva Braun et de Martin Bormann, le visage, les yeux brûlés, il part pour l'Amérique du Sud. Regagnant peu à peu l'état conscient, il revit devant nous les scènes « historiques » de son règne.

Le Führer parle. Assis sur une chaise roulante, il développe ce discours qui conduisait les Juifs et les Tsiganes dans les camps de concentration et les fours crématoires, qui faisait d'un maréchal de France et d'un Pierre Laval des laquais du nazisme, qui poussait l'aristocratie militaire allemande et le grand patronat de la Ruhr à faciliter l'ascension du minable caporal des tranchées de 1914-18, de l'agitateur famélique des débuts de la République de Weimar.

Hitler parlait. Et les bourgeoisies européennes respiraient d'aise en murmurant : « Plutôt lui que le Front populaire ». Staline s'alliait avec le diable et mélangeait l'internationalisme prolétarien et l'intérêt de l'U.r.s.s. Les évêques bénissaient les canons pour mieux oublier les assassinats et les cris des déportés. Le verbe fasciste balayait tout. Il enfermait dans sa dialectique la moindre pensée, le moindre geste. Les S.S. fusil- massacraient au nom d'une morale. ible, du su- eur, celle de

très bonne enoin et l'in- n Jean-Paul Zehnacker, la pièce de Pierre Bourgeade, donnée actuellement au Théâtre Daniel-Sorano de Vincennes, ne prétend pas faire le procès du peuple allemand : « J'ai voulu montrer au contraire, que si le nazisme avait été possible en Allemagne, il était possible ailleurs. » Et cet ailleurs est en chacun de nous. En chacun de nos pays. Et il ne s'agit pas de se boucher les oreilles pour échapper à ce discours.

N. B.

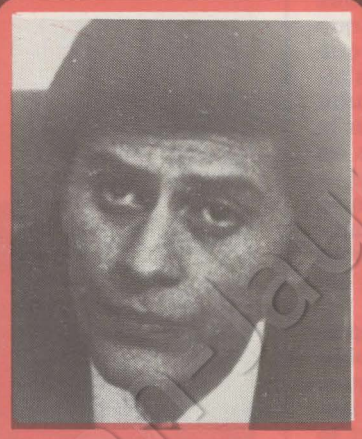
Télévision

LA LEÇON DE FASCISME

Dans une maison de correction, le jour de « la leçon d'allemand » (lundi à 20 h 35, ch. 1), Siggi Jepsen, 19 ans, refuse de traiter le thème « les joies du devoir » et, puni, reste enfermé dans sa cellule jusqu'à ce qu'il ait épuisé le sujet : cela dure des mois. Il revit son enfance, les années quarante. Son père était le seul policier d'un hameau tout au nord de l'Allemagne. Pas un nazi, un « homme de devoir » : le jour où il reçoit l'ordre d'interdire de peindre à son ami d'enfance, Nansen, il obéit aveuglément...

Cette dramatique de la télévision allemande, présentée en deux parties, mérite d'être vue : une réalisation honnête, de bons acteurs et, pour une fois, un doublage au point. Elle est remarquable surtout parce qu'elle est tirée du livre de Siegfried Lenz publié dans les années cinquante en Allemagne — et traduit dans toutes les langues ; en France, chez Laffont — significatif de l'attitude de la génération des écrivains allemands qui s'efforce d'extirper le nazisme en le revivant, en l'analysant inlassablement ; et en prenant des options politiques concrètes : Lenz et Gunther Grass ont joué un certain rôle dans la campagne électorale de Willy Brandt en 1969. Les thèmes de « La leçon d'allemand » sont toujours à l'ordre du jour : analyse de la répression subie par un adolescent en maison de correction — où il a échoué par la faute de son père ; analyse de ce fameux sens du devoir, de la hiérarchie et de la discipline qui est le véritable bouillon de culture des régimes fascistes ; et surtout analyse de la répression contre l'artiste. L'histoire du peintre Nansen est inspirée de celle de l'expressionniste allemand Nolde qui, à 70 ans, se vit interdire de peindre par les nazis ; ses tableaux furent brûlés parce que témoins d'un art « décadent ». La menace est toujours présente.

D.P.



TORTURÉ ET MENACÉ DE MORT

Lorsque, à partir de la semaine prochaine, vous pourrez aller voir le film du Chilien Helvio Soto, « Métamorphose du chef de la police politique » **(voir « l'Unité » du 20 décembre)** ayez une pensée pour sa vedette, Marcelo Romo. Nous ne le reverrons peut-être plus jamais.

Romo, qui compte parmi les acteurs les plus connus du cinéma chilien, est dans les prisons de la junte. Il a été torturé. Il va être jugé comme « délinquant extrémiste » et — tout comme le chanteur Angel Parra — encourt la peine de mort. Ainsi risque de s'allonger la liste (Jara, Pena, Olivares, Araya...) des artistes et acteurs assassinés par le fascisme chilien.

CAMOUFLET POUR MARCEAU LONG

Marceau Long, le nouveau P.d.g. de l'O.r.t.f., n'a pas de chance. Il a suffi d'une réunion du conseil d'administration de l'Office pour que son projet tout neuf de décentralisation-démantèlement de l'O.r.t.f. devienne un « projet non encore définitif ». Car les membres du conseil ne l'ont approuvé ni dans le fond ni dans la forme. Après un tour de table, il fut évident pour tous — et le premier surpris en fut le P.d.g. — qu'il valait mieux que le projet ne fût pas mis aux voix : 8 membres du conseil s'étant — pour des raisons diverses — fermement déclarés contre et d'autres montrant des hésitations. Deux seulement se déclaraient favorables... Le vote n'eut pas lieu, Long reprit ses dossiers et s'en alla demander au gouvernement un délai supplémentaire d'un mois. Le temps de remanier ses textes, ou d'exercer des pressions ?

Il est trop tôt pour le dire. Mais on notera avec intérêt qu'au-delà du personnel, une opposition s'est manifestée contre le démantèlement de l'Office.

Exposition

LA BANQUE DES GRAVURES

Peu de gens savent que le musée du Louvre est aussi une banque de la gravure. Qu'on peut y passer commande des eaux-fortes de son choix, avec possibilité même de les acquérir sous verre et encadrées, prêtes à être accrochées chez soi.

Ceci parce qu'il a hérité des cuivres de l'ancien atelier de gravure des Gobelins (créé par Colbert en 1667) et de l'Académie royale de peinture et de sculpture. La présentation des « Trésors de la chalcographie du Louvre » à la galerie Vision nouvelle (6, place des Etats-Unis, 16e) entend rappeler l'existence de ce service de reproduction.

Mais cette présentation n'aura sans doute intéressé que ceux qui ont un penchant pour un art très classique. Les 205 planches exposées, choisies parmi quelque 3 000 gravures, sont pour l'essentiel des œuvres de commande et de circonstance. Quand le Louvre offrira-t-il des reproductions à prix accessible ?

J.-C. R.

Réformisme ; révolution ; lutte armée. Ces mots résument les espoirs, les mythes et les échecs de tout un continent : l'Amérique Latine. Avec son livre « La critique des armes »(1), Régis Debray tente de clarifier le débat, d'analyser les échecs, d'ouvrir des perspectives. Nous sommes concernés.

La crise de 1973 au Chili, économique et politique a pu faire dire quelques semaines avant le putsch militaire : « Ou dictature du prolétariat ou dictature militaire. » Le propre d'une crise est en en effet de se présenter comme un nœud gordien à trancher sans délai, comme une alternative stratégique posée sous forme d'option tactique, où le long terme doit se décider à très court terme. Seule la coercition la plus drastique pouvait, au Chili, juguler le marché noir, réquisitionner effectivement les camions aux mains des petits et grands patrons, établir un rationnement égalitaire (qui supposait, entre autres choses, la nationalisation du petit commerce), restaurer la discipline du travail, punir et empêcher le sabotage économique. Il fallait effectivement remettre de l'ordre dans cette pagaille : l'actuelle dictature militaire sera d'accord là-dessus, elle qui menace d'exécution sommaire quiconque resquille dans une queue ou s'adonne au marché noir. Seulement, il n'y a pas « d'ordre » dans l'abstrait. L'ordre militaire consiste à bloquer les salaires, à dissoudre les syndicats, à supprimer le droit de grève et à restaurer la vérité des prix, comme on dit pudiquement : ils rétablissent l'ordre sur le dos des travailleurs. L'ordre prolétarien l'eût fait sur le dos des bourgeois : en imposant les cartes de rationnement dans les beaux quartiers, en faisant passer en justice les fils de famille casqués de « Patria y Libertad » qui brûlaient les voitures dans la rue, en brisant l'obstruction du Parlement pour obliger les riches à payer l'impôt, en descellant les portes des boutiques pour écouler leurs stocks frauduleusement accumulés, en affrontant les gardes blanches qui faisaient régner la terreur à la campagne, dans le sud du pays.

par REGIS DEBRAY

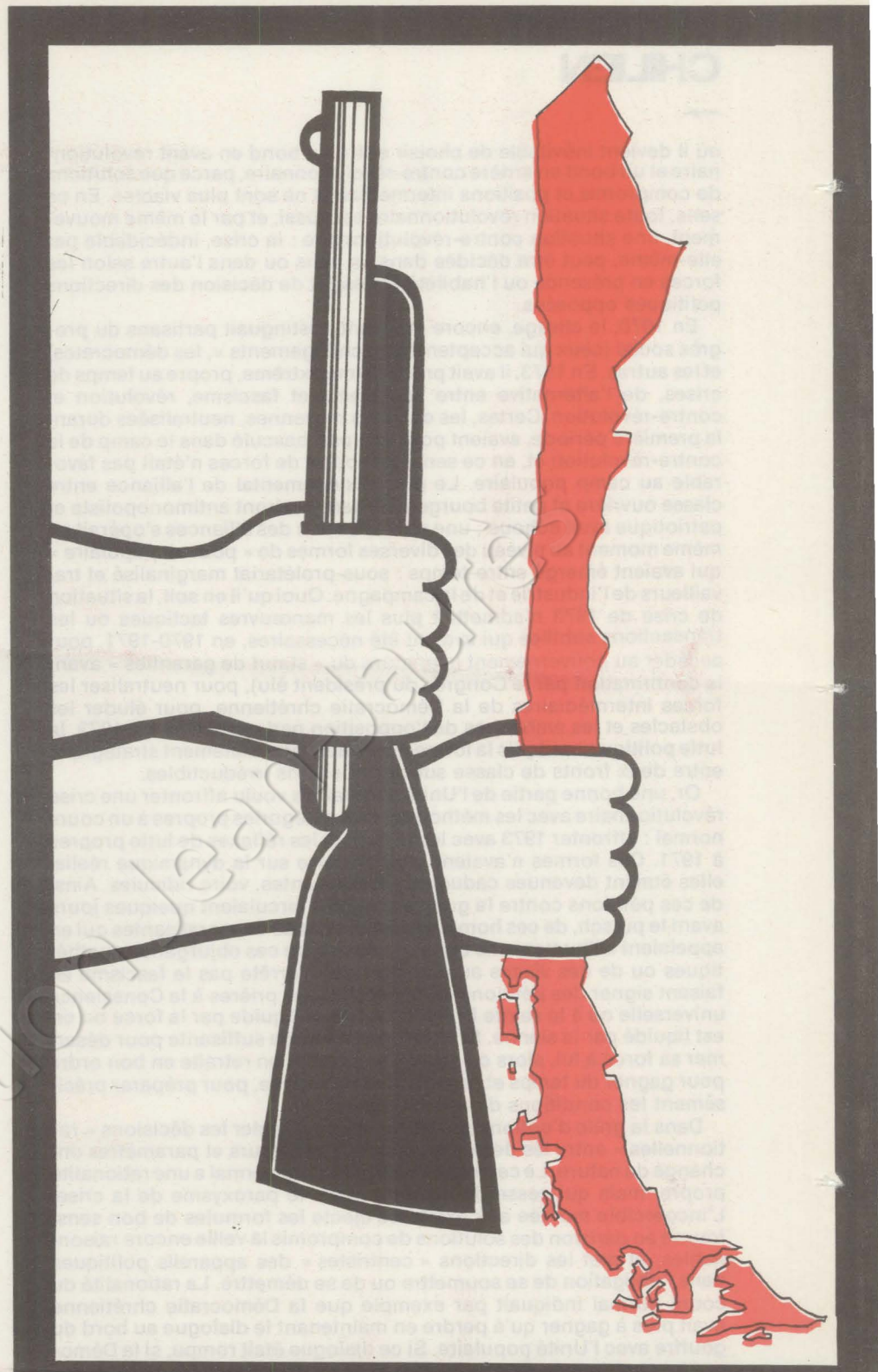
Il fallait un ordre, oui, et vite, seulement voilà : la bourgeoisie avait les moyens matériels de rétablir le sien, une armée — l'instrument de coercition lui était acquis. Les travailleurs commençaient à peine à en constituer un, de bric et de broc, et leur appareil de commandement était dispersé, non concentré entre les mains d'une Direction unique, comme c'était le cas pour les Forces armées.

Polarisation des forces sociales en deux camps antagonistes ; radicalisation des positions politiques éliminant nuances et faux-fuyants dans chacun des camps ; accélération vertigineuse du rythme des événements : telles sont les marques classiques d'une crise globale et décisive, inévitable, puisque les contradictions — moteur de tout processus social — ne se résolvent pas en se dissolvant dans la nature, mais en s'intensifiant jusqu'à l'éclatement de l'ancienne unité. Ainsi le veut la loi de la contradiction « dans l'essence même des choses », encore appelée Dialectique. On n'est pas réformiste parce qu'on applique des réformes au lieu de « faire la Révolution ». On est réformiste si l'on s'imagine que les réformes ne déboucheront pas un jour sur une situation révolutionnaire et que les mêmes méthodes qui permettent la mise en application de réformes permettront aussi de résoudre une situation de crise révolutionnaire, où ce qui est en jeu n'est plus la modification d'un article de la Constitution ou le nombre exact d'entreprises à nationaliser, mais la vie ou la mort, la défaite ou la victoire de l'un des deux camps en présence.

Une situation révolutionnaire n'est pas une situation qui met « la révolution » à la portée de la main, comme un beau fruit bien mûr qu'il n'y aurait plus qu'à cueillir. Une situation peut être dite révolutionnaire non pas lorsque la révolution y est inévitable, mais à partir du moment

(1) Au Seuil, dans la collection « Combats ».

→



LE CRIBLE CHILIEN

LE CRIBLE CHILIEN

→

où il devient inévitable de choisir entre un bond en avant révolutionnaire et un bond en arrière contre-révolutionnaire, parce que solutions de compromis et positions intermédiaires ne sont plus viables. En ce sens, toute situation révolutionnaire est aussi, et par le même mouvement, une situation contre-révolutionnaire : la crise, indécidable par elle-même, peut être décidée dans un sens ou dans l'autre selon les forces en présence ou l'habileté et l'esprit de décision des directions politiques opposées.

En 1970, le clivage, encore mouvant, distinguait partisans du progrès social (ceux qui acceptent les « changements », les démocrates) et les autres. En 1973, il avait pris la forme extrême, propre au temps de crises, de l'alternative entre socialisme et fascisme, révolution et contre-révolution. Certes, les couches moyennes, neutralisées durant la première période, avaient pour une part basculé dans le camp de la contre-révolution et, en ce sens, le rapport de forces n'était pas favorable au camp populaire. Le projet fondamental de l'alliance entre classe ouvrière et petite bourgeoisie dans un front antimonopoliste et patriotique avait échoué ; une redistribution des alliances s'opérait au même moment au niveau des diverses formes de « pouvoir populaire » qui avaient émergé entre-temps : sous-prolétariat marginalisé et travailleurs de l'industrie et de la campagne. Quoi qu'il en soit, la situation de crise de 1973 n'admettait plus les manœuvres tactiques ou les transactions subtiles qui avaient été nécessaires, en 1970-1971, pour accéder au gouvernement (signature du « statut de garanties » avant la confirmation par le Congrès du président élu), pour neutraliser les forces intermédiaires de la Démocratie chrétienne, pour éluder les obstacles et les embûches de l'opposition parlementaire. En 1973, la lutte politique avait pris la forme d'un duel immédiatement stratégique entre deux fronts de classe sur des positions irréductibles.

Or, une bonne partie de l'Unité populaire a voulu affronter une crise révolutionnaire avec les méthodes et les catégories propres à un cours normal : affronter 1973 avec les formes et les réflexes de lutte propres à 1971. Ces formes n'avaient plus de prise sur la dynamique réelle, elles étaient devenues caduques, impuissantes, voire ridicules. Ainsi de ces pétitions contre la guerre civile qui circulaient quelques jours avant le putsch, de ces homélies sentimentales ou moralisantes qui en appelaient à l'humanisme des adversaires, de ces objurgations pathétiques ou de ces visites au cardinal...On n'arrête pas le fascisme en faisant signer des pétitions ou en élevant des prières à la Conscience universelle ou à la sainte Providence. On le liquide par la force ou on est liquidé par la sienne. Si on n'a pas de force suffisante pour désarmer sa force à lui, alors on se replie et on bat en retraite en bon ordre pour gagner du temps et organiser la résistance, pour préparer précisément les conditions d'un retour en force.

Dans la grille d'options possibles qui peut régler les décisions « rationnelles » entre les deux adversaires, indicateurs et paramètres ont changé de nature. Le calcul politique du cours normal a une rationalité propre, mais qui cesse de « jouer » dans le paroxysme de la crise. L'incoercible montée aux extrêmes éjecte les formules de bon sens, tourne en dérision des solutions de compromis la veille encore raisonnables, et met les directions « centristes » des appareils politiques dans l'obligation de se soumettre ou de se démettre. La rationalité du cours normal indiquait par exemple que la Démocratie chrétienne avait plus à gagner qu'à perdre en maintenant le dialogue au bord du gouffre avec l'Unité populaire. Si ce dialogue était rompu, si la Démocratie chrétienne ralliait le camp de l'opposition « par tous les moyens », alors c'était l'entrée en force des militaires sur la scène, le massacre, l'installation des Forces armées comme parti unique dans les faits, donc la dissolution de la Démocratie chrétienne et des institutions politiques de la démocratie parlementaire sur lesquelles la Démocratie chrétienne fondait ses espérances de retour au pouvoir. Chacun savait que l'Unité populaire entraînerait alors dans sa chute la Démocratie chrétienne, car il est de règle en Amérique latine que les dictatures militaires s'allient aux corps technocratiques, mais éliminent les partis politiques habituellement dévolus aux intermédiaires et aux notables de la démocratie parlementaire. (...)

La hausse du cran

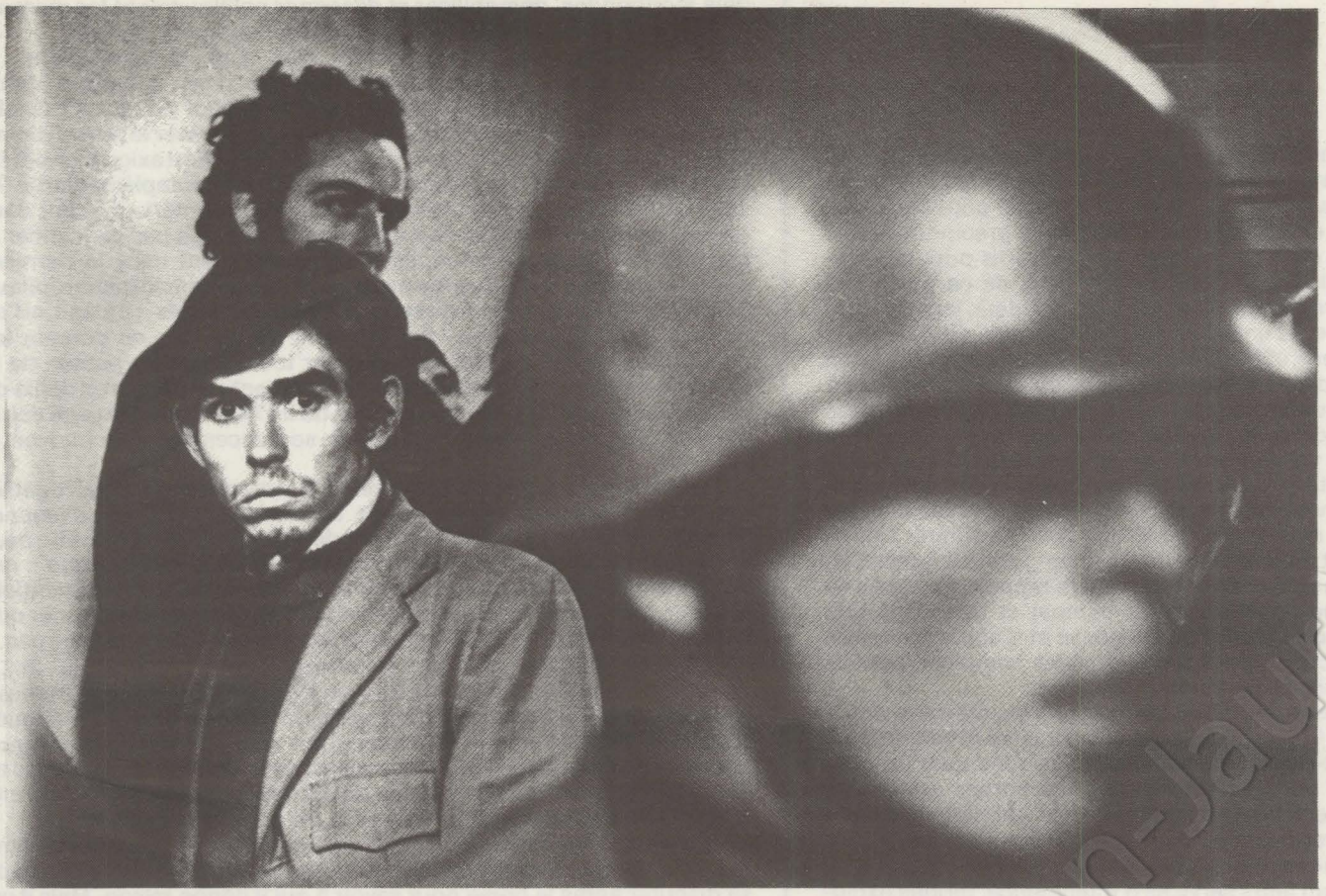
Le postulat stratégique qui seul pouvait valider l'hypothèse chilienne en droit et en fait, reposait donc sur l'aptitude des institutions bourgeoises — politiques (partis), constitutionnelles (Parlement), militaires (Forces armées) — à s'effriter, à se désagréger et à se scinder « sous la poussée des masses ». C'était faire bon marché de la dialectique, i.e. de l'exacerbation des contradictions dans le champ de la lutte des classes — et dans cet oubli réside peut-être l'imperceptible mais décisif glissement entre une *politique de réformes,* seule incarnation concrète d'un processus révolutionnaire autorisée par les conditions objectives du Chili de l'époque, et une *conception réformiste* du processus dans l'ensemble. L'inévitable accélération des contradictions dans l'essence des rapports sociaux se traduit dans la vie politique quotidienne par un durcissement des positions et une phénoménale polarisation aux extrêmes de l'éventail des forces dites « neutres », « apolitiques » ou « légalistes » (comme s'appelaient elles-mêmes les Forces armées chiliennes jusqu'au 11 septembre 1973). Cette polarisation agglomère et estompe les divergences internes à chaque institution — paradoxe dialectique de portée incalculable — en conférant la suprématie, à l'intérieur de chacune d'elles, aux éléments les plus durs, les plus intransigeants — et en éliminant impitoyablement les conciliateurs. C'est pourquoi la sagesse n'est jamais sage en temps de crise et il n'est guère prudent de faire reposer l'avenir d'un processus populaire sur le ralliement des éléments neutres (centristes et loyalistes) au sein des partis petits-bourgeois, des Forces armées ou de l'Eglise, car au lieu de neutraliser les « extrémistes » (rôle qu'ils jouent effectivement dans un premier temps), ces éléments sont bientôt neutralisés par eux. Autrement dit, le formidable appel d'air provoqué par l'approche du temps de crise balaye sur la touche ceux qui, dans un cours normal, par leur position médiane, comme porte-parole d'une majorité d'indécis, d'attentistes ou de prudents, servent de fléau de la balance ou de centre de gravité entre les diverses tendances. En temps de crise, ils ne décident plus de rien, ils sont « décidés » par les extrêmes. En clair : en 1971, il était demandé au général Prats, au cardinal Silva Enriquez et à l'ex-candidat présidentiel Tomic de s'en tenir à leur position de neutralité consentante ou bienveillante ; en 1973, Prats, Silva Enriquez et Tomic ne représentaient plus que des vœux pieux ou des regrets. S'imaginer alors qu'on pouvait neutraliser les Forces armées, voire en gagner une fraction parce que tel ou tel général « constitutionnaliste », « dépositaire des meilleures traditions militaires du pays », restait en poste, c'était ne pas voir la différence qualitative, la « hausse du cran », car pour qu'un Prats continuât de jouer son rôle, il fallait précisément qu'il en changeât. En 1973, la seule manière pour un officier supérieur de rester loyaliste jusqu'au bout, c'était de se transformer en socialiste révolutionnaire. Se dire et demeurer « apolitique », c'était se mettre malgré soi du côté de ceux qui s'apprêtaient à mettre à exécution la politique du terrorisme bourgeois. En refusant l'alternative d'avoir à rallier le pôle « révolution » ou bien le pôle « fascisme », on ne pouvait que tomber dans la trappe par le seul poids de sa neutralité. Exit Prats. (...)

En dépit des réticences, voire des résistances ouvertes au putsch militaire apparues dans quelques unités, notamment parmi les sous-officiers et dans le corps des carabiniers, la cohésion des Forces armées, le 11 septembre, s'est maintenue dans l'ensemble. L'esprit de corps l'a finalement emporté. Il était entendu — et ce, depuis la fin juin 1973 — que la Marine et l'armée de l'Air, déjà passées à un état quasi public d'insubordination, étaient en bloc gagnées au Coup, sans espoir de récupération. Par contre, les plans de résistance populaire organisée, face au coup d Etat que tous prévoyaient, reposaient sur l'hypothèse d'une cassure au sein de l'armée de Terre et du corps des carabiniers, entre une majorité putschiste et une minorité loyaliste évaluée, au cours des semaines précédentes, entre 10 et 30 % des effectifs. Cette scission conditionnait les possibilités de mettre sur pied une lutte prolongée et dirigée, dans la mesure où la coordination avec un minimum d'unités terrestres aurait permis de distribuer des armes lourdes aux travailleurs organisés, d'instaurer un commandement centralisé et effectif des opérations de résistance, de compenser en partie l'écrasante supériorité de la puissance de feu adverse, de fortifier des bastions territoriaux abritant les autorités légales civiles, de dynamiser et galvaniser la résistance dans le reste du pays ; mais, surtout, une telle cassure aurait permis de briser la légitimité « institutionnelle » du putsch en empêchant la junte de se présenter en porte-parole incontestée de l'ensemble des Forces armées. On sait qu'il n'en fut rien. (...)

Seule la glorieuse frivolité des révolutionnaires en chambre pouvait les inciter à revêtir sans plus tarder, devant le cadavre encore chaud du président Allende, premier combattant de la Révolution chilienne, la toge du procureur avec la férule du maître d'école. Chacun pense comme il vit : à force de passer leur vie derrière leur pupitre, sur l'estrade, tous ces professeurs de quelque chose qui sont allés passer un mois de vacances à Santiago et qui ont — ou craint d'avoir — leur mot à dire, le disent sur le ton de qui corrige une copie : « *Il fallait* briser l'Armée, puis armer les ouvriers ». Et cet autre : « Allende a commis une erreur fondamentale : il n'a pas *voulu* toucher aux structures de l'Armée et de la Police. » Ou bien encore : « Allende *aurait dû* constituer des milices : voilà où mène le réformisme. » Etc. Bref, il suffisait d'y penser : il est déplorable que les responsables de l'Unité populaire n'aient pas consulté à temps cette brigade d'experts pour découvrir l'œuf de Colomb et corriger d'aussi impardonnables inadvertances, comme celle d'avoir « oublié » de dissoudre l'Armée, de briser l'Etat et de signer un décret remplaçant les pilotes de chasse sous le cockpit des Hawker-Hunter par des travailleurs du textile. Quel dommage que la classe ouvrière chilienne n'ait pas élu domicile au Quartier latin : on lui aurait appris à faire la Révolution. (1)

Trêve de balivernes. Armer le prolétariat ? Chacun de ces trois mots était un casse-tête.

« *Armer* » : avec quelles armes ? Si seulement ceux qui distribuent bons et mauvais points pouvaient aussi, avec leurs conseils, fournir en prime carabines et munitions, bazookas, mitrailleuses anti-aériennes, bombardiers, tanks... Et apprend-on à manier ces armes en l'espace de deux mois ? Et l'Armée, pendant ce temps-là, intacte et compacte — car n'émergeant d'aucune guerre civile ni d'aucune défaite militaire



L'agence Gamma vient de publier un album de 82 photos sur le Chili d'avant et d'après le putsch. On y trouve à la fois une remarquable illustration de l'œuvre accomplie par l'Unité populaire, un film étonnant sur « le dernier jour de la démocratie » et des images saisissantes sur la répression (ci-contre). **Ce très bel ouvrage se termine sur un salut d'Allende aux 800 000 personnes venues l'acclamer le 4 septembre 1973. Une semaine plus tard, il tombait sous les coups de la junte.**

sur un front extérieur — elle aurait assisté en se croisant les bras à l'acheminement (par où et à quel poste budgétaire inscrire le fret ?) et à la distribution des armes ? A l'ouverture de camps d'entraînement pour travailleurs en congé qui seraient venus par roulement apprendre le maniement de ces engins complexes (avec quel instructeur ?) et à la constitution de stocks militaires ? Peut-être même en applaudissant ? Ou en offrant ses services, peut-être, pour accélérer les choses (au premier chef, son propre suicide en tant que corps) et réduire au minimum la période de vacances entre la fin du pouvoir bourgeois et le début du pouvoir populaire ?

« *Le* » : il n'y a pas une essence du prolétariat, « globalement considéré », incarné en un corps unique, mais des secteurs et des couches inégalement avancées et souvent en conflit les unes avec les autres — selon les branches d'industrie, les régions, les sections syndicales, et parfois dans la même usine. Bien qu'il n'y eût qu'une seule Confédération ouvrière, un bon tiers des électeurs, aux dernières élections générales de la C.u.t., avaient voté pour le candidat démocrate-chrétien. Le reste se partageait entre communistes et socialistes, avec quelques secteurs (marginaux, mais actifs) du F.t.r. (ministes), ce qui, compte tenu de l'hétérogénéité des tendances socialistes, ne favorisait pas l'adoption par les travailleurs d'une stratégie unique, encore moins d'une discipline militaire minima vis-à-vis d'un commandement centralisé, indispensable à tout corps armé — fût-il un corps franc — qui se veut efficace. De 1970 jusqu'en 1972, presque aucun ouvrier conscient, même parmi l'avant-garde la plus éduquée du prolétariat chilien, ne jugeait nécessaire de prendre les armes, ni n'était disposé à le faire. Seules quelques poignées de « révolutionnaires professionnels », d'origine petite-bourgeoise ou grande-bourgeoise et sans liaison avec la production, pouvaient en sentir le besoin politique et avaient la possibilité matérielle, de par leur genre de vie, de recevoir un entraînement clandestin. Ces cadres politiques ont effectivement subi, au cours de cette période, un entraînement de cette sorte, et c'est là que les partis ouvriers ont puisé leurs appareils d'autodéfense. Il a fallu l'aiguisement perpétuel des contradictions de classe, l'exacerbation des affrontements politiques et surtout la grève patronale d'octobre 1972, pour que la question des « milices » devienne une question d'actualité, intimement ressentie par une majorité d'ouvriers conscients.

Il est évident que le gouvernement n'a pas fait appel à la force et à la combativité de la classe ouvrière autant qu'il l'aurait pu (et, si c'est permis, qu'il aurait dû). Il est évident que, sans sous-estimer les dangers objectifs qui conseillaient la prudence dans le recours public à certaines méthodes d'action directe, personne ne pouvait être satisfait, après octobre 1972, du manque d'énergie dans la conduite des affaires. Mais qu'en l'espace de quelques mois il n'ait pu être apporté de réponse adéquate à cette « demande » objective et subjective, par suite d'erreurs de conception et de méthode, ne signifie pas qu'il était possible, politiquement et matériellement, de lui en apporter une.

« Prolétariat » : quant au prolétariat d'industrie (donc, déduction faite de l'aristocratie ouvrière des mineurs du cuivre), à supposer qu'il ait été entièrement solidaire et regroupé autour d'un centre de direction unique, pénétré de conscience de classe au point de coïncider physiquement avec son être théorique, rappelons qu'il ne constitue pas la seule classe au sein de la société chilienne. Que pouvait-il faire, seul, face à un bloc de classes qui eût inclus la petite bourgeoisie rurale et urbaine ? Et comment nier que le prolétariat se trouvait très « en pointe » des autres classes, en 1973, avec une arrière-garde petite-bourgeoise de plus en plus réticente, et privé de cette alliance paysanne massive qui seule permit à la minorité bolchevique, dans la Russie de 1917, d'opérer la percée d'Octobre ?

L'armement du prolétariat — idéalement nécessaire — ne pouvait, en tout état de cause, dispenser d'un intense travail politique en direction des alliés possibles et d'un grand doigté dans le maniement des contradictions chez l'adversaire.

Armement : la quadrature du cercle

En fait, les secteurs les plus conscients de l'Unité populaire se sont armés dès le premier jour — et ce, dans toute la mesure du possible. Etant donné les complots et projets de putsch qu'avait immédiatement déclenchés la victoire électorale du 4 septembre, avec la complicité entière du gouvernement Frei et l'appui actif de l'impérialisme américain — l'Unité populaire aurait été folle de ne pas le faire. Allende a été le premier président chilien à s'entourer d'une garde personnelle (quatre-vingts hommes, cadre stable mais avec rotations à l'intérieur, doté d'armement lourd) — mesure « illégale » qui déchaîna une campagne de presse scandaleuse et qu'il lui coûta beaucoup de faire entériner par le Congrès (personne n'étant plus pudibond qu'une fille de joie ni plus tâtillon sur le chapitre de la paix et de la loi que les bourgeoisies dominantes qui font du recours à l'illégalité et à l'assassinat leur arme principale et leur suprême recours). Puis ce fut l'affaire des « bultos cubanos », ces caisses scellées destinées à la présidence de la République qui, débarquées d'un avion en provenance de Cuba où voyageait le directeur d'« Investigaciones » (la police civile) — le militant socialiste Eduardo Paredes, abattu depuis par la junte fasciste — ne passèrent pas par l'inspection des douanes et dont les mauvaises langues et plus d'un libelle diffamateur s'acharnèrent à prouver qu'elles ne contenaient pas toutes des vases de porcelaine : d'où, pendant deux ans, la mise en accusation par la Justice et le Parlement du chef de la police, la destitution des responsables des douanes, et une accusation « constitutionnelle » contre le ministre de l'Intérieur du moment... Et combien d'autres « scandales »... Par rapport à l'équipement des Forces armées, dans ses trois branches, et à l'armement des groupes terroristes de droite, surarmés par les voisins boliviens et argentins, avec la protection de l'appareil d'Etat et la complicité des Forces armées, c'était peu de chose, mais c'était déjà beaucoup...(...)

→

Le crible chilien

→

Reprocher à l'Unité populaire de ne pas s'être armée à temps n'est guère sérieux et relève en tout cas d'informations plutôt lacunaires. Le problème est de savoir *si et jusqu'à quel point* l'Unité populaire avait la possibilité, matérielle et politique, de le faire sans précipiter l'intervention militaire directe que la militarisation des partis populaires avait précisément pour mission d'empêcher. En deçà de ce point, tout ce qui était possible fut réalisé — ou à peu près. Au-delà, jouait le cercle vicieux. On peut armer et entraîner 500 militants sans faire trop de remue-ménage. En armer 5 000 aurait dressé en face de soi, comme un seul homme, 50 000 soldats professionnels (carabiniers et Forces armées réunis), supérieurement équipés. On peut fabriquer sur place des armes individuelles dans des ateliers de fortune ou en acheminer de l'extérieur vaille que vaille. Pouvait-on se constituer une aviation « parallèle », ou une flotte de guerre « indépendante » ? En théorie et sur le papier, c'est bien vrai qu'il fallait mener de front le respect des normes institutionnelles et de l'« Etat de Droit » (afin de différer l'inévitable putsch en le privant de tout prétexte légaliste ; afin, ce faisant, de se donner le temps de modifier favorablement le rapport de forces en rétablissant une certaine parité entre les camps) et la constitution clandestine de milices populaires d'autodéfense et d'appareils armés dans les partis de gauche. Ces tâches, en droit complémentaires, étaient en fait très difficilement compatibles.

De là ce double jeu entre les camps qui régla leurs rapports diplomatiques du début à la fin : tout en s'observant et se tâtant de loin, guettant le premier faux-pas de l'adversaire, ils se rendaient les politesses d'usage — dont aucun n'était dupe. Les Forces armées ne laissaient passer aucune occasion de manifester publiquement leur « apolitisme » et leur « respect des institutions légalement établies », tout en répétant les grandes manœuvres de leur intervention future et en déployant au maximum leurs services d'intelligence, dirigés exclusivement contre les forces populaires. Et quand le gouvernement proclamait sa confiance dans le loyalisme des Forces armées et rendait hommage à leur caractère professionnel, seul quelqu'un qui ne sait pas ce que sont un rapport de force et une praxis politique peut aujourd'hui présenter ces déclarations comme des signes d'ingénuité : Allende savait à quoi s'en tenir et Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste, plus encore. Gagner du temps, s'organiser en sous-main, user l'adversaire, si possible en le divisant, distraire son attention ou l'endormir par l'hommage même qu'on lui rendait, telle était, de chaque côté, la conduite imposée par ce précaire « équilibre catastrophique ». (Gramsci). (...)

Double pouvoir

Un exemple de ces contraintes : le 29 juin 1973 au petit matin eut lieu la première tentative de coup. Par suite d'un contretemps (un contre-ordre de dernière minute arrivé trop tard à destination) le Régiment blindé n°2, croyant compter avec d'autres unités qui se décommandèrent à la dernière minute, prit position autour de la Moneda, cependant que le président Allende se trouvait encore à sa résidence personnelle. Sa garde personnelle, composée de militants socialistes, avait la combativité, l'entraînement et les moyens techniques suffisants pour mettre rapidement hors de combat les chars qui tiraient sans manœuvrer sur le Palais, couverts par des pelotons d'infanterie mais sans appui aérien : on connaît la vulnérabilité des chars dans une ville, passé le premier moment de terreur psychologique, face à des bazookas et même à des cocktails Molotov. L'intervention de ces combattants civils eût déclenché celle de nombreux militants de gauche, entraînés à cet effet, dans un vaste affrontement avec les putschistes, et même au-delà. Pourtant, Allende décida de ne pas dépêcher sa garde au Palais. Quelles étaient ses raisons ? D'abord, de ne pas sortir au grand jour les armes « illégales » détenues par les forces populaires qui n'étaient pas censées exister et dont une loi votée au Parlement (« ley de control de armas », imposée par la majorité d'opposition : la présence d'esprit et la présence physique firent défaut parmi les parlementaires de l'Unité populaire, qui auraient pu autrement empêcher sa promulgation) confiait la recherche et la capture aux militaires. Montrer ces armes, c'était donner raison en quelque sorte au secteur putschiste et, au lieu de l'isoler, lui donner des appuis parmi les indécis de l'institution. Ensuite, si le gouvernement « lançait » les civils en masse contre les mutins militaires, il avait de bonnes raisons de supposer que, l'esprit de corps jouant aussitôt, les militaires feraient instinctivement bloc et qu'au nom de la sauvegarde de l'institution et de la solidarité professionnelle, la minorité de rebelles pourrait alors rallier à elle la majorité de l'armée de Terre. Allende jugea plus intelligent de laisser la répression du soulèvement aux généraux loyalistes, Prats en tête, alors commandant en chef : ainsi la cohésion militaire se trouverait au moins momentanément brisée. Choisir cette solution, c'était obligatoirement rejeter l'autre : la mobilisation populaire, la levée en masse des militants de l'Unité populaire ; c'était donc canaliser le sursaut populaire dans le cadre des institutions en place, déjà moribondes, démobiliser et désarmer politiquement les masses, les frustrer d'une victoire qu'elles imaginaient à leur portée.

Ne pas se moquer, ne pas s'irriter, mais d'abord comprendre : la devise spinoziste s'impose ici. Car voilà un exemple concret d'option où se joue une stratégie (quel était alors le danger principal ? Quelle méthode choisir pour différer, émousser ou repousser le putsch imminent, étant entendu que retenir une méthode d'action exige souvent de renoncer à d'autres qui s'imposeraient par leur complémentarité ?), mais où les choix déjà réalisés (« les conditions antérieurement données ») prédéterminent le choix présent. Il ne s'agit pas de justifier la passivité ou les atermoiements du gouvernement dans la dernière période, lorsque, faute de moyens, il laissa pratiquement sans réplique l'escalade du terrorisme et du sabotage réactionnaires ; il s'agit, si l'on ne veut pas badiner avec la révolution, de prendre en compte les contraintes objectives, déterminées par toute l'histoire passée de la formation nationale chilienne et du mouvement ouvrier, étroit défilé où devait manœuvrer le gouvernement et où il s'était trouvé engagé dès le premier jour, de par les conditions de son accession au « pouvoir ». (...)

Le monopole de l'usage légitime de la violence est une prérogative non négociable pour toute classe dominante : elle sait d'instinct qu'elle joue là son va-tout, elle se bat dès lors pour sa survie. Elle peut transiger sur tout (et notamment dans le domaine économique : nationalisation, participation, cogestion — rien de cela n'est essentiel), sauf sur ceci, car elle n'a pas eu besoin de lire Lénine pour deviner que la question du pouvoir — le seul, celui des armes — ne se partage pas.

C'est un fait que, sur la fin, un double pouvoir était né au Chili : vagissant, balbutiant, infantile, il ne pouvait que grandir avec le temps, et il prenait effectivement corps après la grève patronale manquée d'octobre 1972. Mais qui dit double pouvoir dit conflit de pouvoirs à brève échéance, car deux forces armées concurrentes ou parallèles ne peuvent être qu'ennemies : il y en aura toujours une de trop, c'est une loi de l'Histoire aussi naturelle que la loi de la chute des corps.

Ce conflit de pouvoirs, beaucoup savaient qu'il ne pouvait être, dans l'immédiat, tranché en faveur des travailleurs. Il serait ridicule de se disputer après le crime pour savoir à qui il donne raison. Mais il est pour le moins curieux de voir le sourire faussement peiné des « révolutionnaires » : « Voyez-vous, on vous l'avait bien dit : c'est là qu'aboutissent le compromis et la transaction » ; et de citer : « Celui qui fait une révolution à moitié creuse sa propre tombe », selon le mot de Saint-Just, qui creusa la sienne ; en en faisant une jusqu'au bout. Car les mêmes nous assuraient hier que « le pouvoir populaire » était au bout du chemin, qu'il s'imposerait inéluctablement, avec ou contre le gouvernement, que les conditions étaient réunies pour une offensive révolutionnaire victorieuse et que la bourgeoisie n'était qu'un tigre de papier. Subjectivisme et volontarisme qui ne saisissaient pas l'incroyable fragilité et l'inaptitude des « cordons industriels » et autres « commandos communaux » à soutenir un combat prolongé contre les Forces armées, et encore moins à passer à l'offensive. Or, une défense statique, sans mobilité opérationnelle — du genre : occupation des usines et transformation en camp retranché des principaux lieux de travail — est, dans les conditions actuelles de la technique militaire, non seulement sans espoir, mais suicidaire.

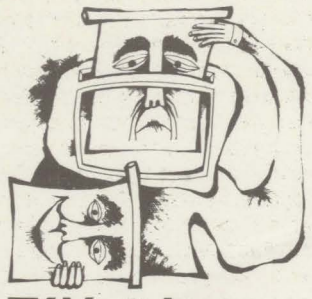
Beaucoup savaient que le coup d'Etat ne serait pas une guerre civile, mais un massacre : ces « défaitistes », temporisateurs conscients, ont effectivement prévu la « défaite » actuelle — ce qui n'est pas une victoire. Et les autres peuvent rétorquer : « Mais c'est la faute du gouvernement d'en être précisément arrivé à cette situation d'infériorité politico-militaire, aboutissement et sanction de deux années de reculades et d'atermoiements devant l'ennemi ; et si l'U.p. avait tout fait pour renforcer ce pôle populaire, pour faire reposer ses plans tactiques sur lui, nous n'en serions pas arrivés là. » C'est possible. Mais si l'on remonte la chaîne des causes, il faut aller jusqu'au bout, tout à fait en amont : où l'on verra que ce n'est pas un hasard, ni une erreur de conception, ni une preuve d'aveuglement ou de mauvaise volonté si le gouvernement a effectivement dévalé sa pente comme il l'a fait. Car, pour l'essentiel, il ne pouvait rien faire d'autre.

(1) Rien à voir avec les camarades du Mir, conséquents avec leurs principes et partie de la future résistance populaire. A distinguer soigneusement : le Mir, qui a cherché, surtout dans la dernière période, à fondre ligne de masse et actions d'avant-garde et dont les analyses, au niveau de la direction, ont le plus souvent gardé le souci du concret et du complexe des situations politiques — d'avec le vague-à-l'âme « miriste » qui sévit à la périphérie, bien loin du champ de bataille, qu'on ne peut qu'inscrire au compte des inévitables faux frais de « la paix chez soi et la révolution chez les autres ».

● Après « Vinceremos », édité par Uniteledis (vendu 10 F, 7, rue Violletle-Duc, 75009 Paris), deux jeunes artistes viennent de faire un disque qui est vendu au profit des Chiliens réfugiés en France et de la Résistance chilienne. « Chili », d'Annie Nobel et Philippe Richeux, comprend deux très belles chansons d'Annie Nobel : « Valparaiso » et « Comme une pierre ». Conclusion des chants et du disque : « Mas que viva la libertad ! » (Mais que vive la liberté).

Pour les Parisiens, le disque est en vente à la Fnac-Sébastopol (Boulevard Sébastopol) et à la librairie La joie de lire (Rue Saint-Séverin). On peut aussi se procurer « Chili » contre un chèque de 8 F (port compris) libellé au nom de Philippe Richeux et adressé à Jacques Marquis, 19, rue des Trois-Frères, Paris (18e).

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 18 JANVIER

Sans poncifs, les Marines de la Deuxième Guerre vus par Raoul Walsh : « Le cri de la victoire » (20 h 35, ch. 2).

Reportage aux Etats-Unis : les immigrants (21 h 35, ch. 3).

Dans la région de Béthune, une chronique provinciale de Meurice - Knapp - Bringuier (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 19

Rugby : France-Irlande et Galles-Ecosse (14 h 55 et 17 h 10, ch. 2).

Une dramatique qui marque le « retour » du réalisateur Jean Prat : « Contrecoups » (20 h 35, ch. 1).

« Fracasse » (2e partie), de Marcel Maréchal et Raoul Sangla (20 h 40, ch. 3).

Variétés à la sauce Sangla : « Saint-André-le-Désert » (22 h 10, ch. 1).

DIMANCHE 20

Rendez-vous avec le Pr Milliez (13 h 30, ch. 2).

Cinéma fantastique : « Les chasses du comte Zaroff » (22h40, ch. 2).

MARDI 22

Aux Dossiers de l'écran, un western de Mac Laglen, « Les prairies de l'honneur », et un débat sur la guerre de Sécession (20 h 35, ch. 2).

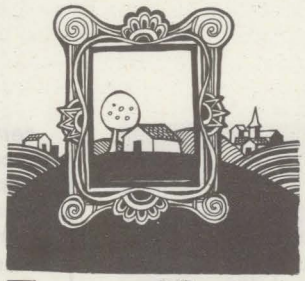
MERCREDI 23

Un duel très attendu : Pierre Mendès France contre Michel Debré à l'émission Les trois vérités (20 h 35, ch. 1).

Une dramatique de Louis Guilloux : « Le pain des rêves » (20 h 35, ch. 2).

JEUDI 24

La 1ère partie de « La leçon d'allemand », adapté de Siegfried Lenz : l'ordre et le fascisme (20 h 35, ch. 1).



Expositions

PARIS

*** Musée d'art moderne de la Ville de Paris : Alexandre Bonnier.**

« Jardins de papiers — gisants — tombeaux et salades — plates-bandes et parterres. » Bonnier brouille les pistes et donne dans la dérision. Génie ou foutaise ?

*** Centre national d'art contemporain : Domenico Gnoll.**

Mort en 1970, cet Italien avait précédé les « hyperréalistes américains ». Chronologiquement. Et surtout en signification profonde.

*** Fnac (13, Bd Sébastopol) : « Marathon ».**

André François, Andrevon, Cabu, Folon, Gébé, Outin, Pichard, Reiser, Sempé, Siné, Topor, Willem et Wolinski : treize dessinateurs illustrent la pièce de Claude Confortès, « Marathon », prochainement jouée à Aubervilliers au Théâtre de la Commune.

*** Galerie Rencontres (46, rue Berger) : Hommage à Jiri John.**

Le plus grand Tchèque contemporain. Le seul que les tanks russes n'ont pas réussi à faire disparaître.

*** Bibliothèque nationale : Charles Péguy.**

Cette exposition vaut surtout par la nouvelle mise en lumière qu'elle fait sur la jeunesse de Péguy.

PROVINCE

*** Musée de Tesse (Le Mans) : Pierre Sabatier.**

Rouges violents et bleus presque noirs : un peintre qui dit que la liberté est au bout de la lutte.

*** Musée-château d'Annecy : Yan Zoritchak.**

Voyage au centre de la lumière, avec un sculpteur qui veut donner à chaque matériau les reflets du cristal.

*** Musée de Brest : L'hypperréalisme américain.**

Une rétrospective très représentative.

Disques

*** Guy Bedos et Sophie Daumier au Théâtre de la Renaissance (Barclay 80 504).**

Leurs meilleures histoires, leurs meilleurs sketches : « La vie d'artiste », « La drague », « La bête de scène », « Chantal, Nixon et Cie », « Toutes des salopes », etc.

*** Léo Ferré : Et... basta ! (Barclay 75 444).**

Avec Juan-Carlos Cedron et Paco Ibanez à la guitare, Ferré délire pendant 40 minutes. Il parle, gueule, pleure, fait une orgie de mots et de souvenirs ponctués de désespoirs. Une effeuilleuse ! Mais quand le cabotinage atteint ce degré de talent...



Cinéma

*** Richard Lester : Les trois mousquetaires.**

Les Gascons de Dumas démythifiés par la verve et le rythme du chef d'orchestre des Beatles (au cinéma). Entre les combats irrespectueux et des morceaux de bravoure éblouissants qui égratignent les conventions, un ministre rompu aux tables d'écoutes. Prouesses et poudre aux yeux : du spectacle léger, léger, léger...

*** Jean-Louis Jorge : Les serpents de la Lune des Pirates.**

L'envers triste et désolant d'une boîte de nuit de Los Angeles, filmé par un cinéaste de Saint-Domingue. Un maximum de sophistication.

*** Tewfik Salah : Les dupes.**

Trois Palestiniens enfermés dans une citerne. C'est le symbole choisi par l'Egyptien Tewfik Salah pour dénoncer la politique des Etats arabes à l'égard de la résistance palestinienne. Ce cri d'accusation hanté par l'amour de la terre, simple et sincère, évite les pièges de la propagande, de la violence et de l'extrémisme.

*** Alexandre Ford : Le premier cercle.**

Académique adaptation du livre de Soljenitsyne, qui décrivait l'enfer d'un certain type de camp stalinien, où un groupe d'ingénieurs construit un instrument à identifier les « empreintes vocales ». Un film trop froid pour un sujet brûlant.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi) ou directement au journal, 5 rue Viollet-le-Duc, Paris 9e.
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

DES CHOIX JUSTIFIES

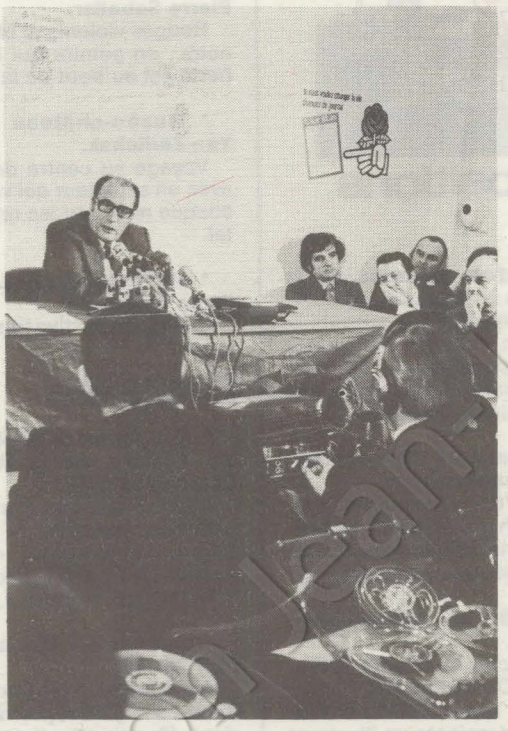
par FRANÇOIS MITTERRAND

Au cours de sa conférence de presse de mardi dernier puis de l'émission Actuel 2, François Mitterrand a souligné combien la crise présente justifiait les choix faits par la gauche dans le programme commun. Nous publions ci-dessous les principaux passages de sa déclaration aux journalistes.

Lorsque j'examine la situation actuelle, je voyage entre deux difficultés. La première serait de faire preuve d'un optimisme qui ne serait pas de saison, qui consisterait à dire qu'il n'y a pas de difficultés réelles. Et pourtant, les difficultés ne sont pas aussi grandes qu'on nous le dit. Le deuxième danger, c'est de dramatiser. Je dirais même, puisque c'est ce que fait le gouvernement, de sur-dramatiser. La première difficulté reviendrait donc à édulcorer les problèmes qui se posent, la seconde à les aggraver. Le gouvernement, depuis la première minute, a cherché à dramatiser. Il a noirci la situation. Par exemple, lorsqu'il dit que les achats au prix fort de pétrole obligeront les Français — disons : les travailleurs — à produire un treizième mois de travail pour l'exportation. C'est du drame inutile, excessif. Il dramatise lorsqu'il augmente les prix d'un coup, avec autant de brutalité. Il dramatise lorsqu'il prétend que l'inflation résulterait surtout des salaires. J'accuse le gouvernement de dramatiser pour créer une situation qui lui permette de parvenir à ses fins sur les plans économique et social, par rapport à l'immense masse des Français qui travaillent et qui produisent et auxquels on voudrait apprendre à marcher au pas de la politique gouvernementale.

On veut habituer les Français à se soumettre au nom de l'intérêt national. Il convient, certes, que tous les Français se soumettent à l'intérêt national. Encore faut-il le définir et ne pas oublier que, parmi les éléments de l'intérêt national, il y a la justice et l'égalité pour ceux qui produisent et pour ceux qui travaillent.

Le problème pour nous est de savoir ce que le programme commun pourrait opposer à une telle politique. C'est là qu'il faut parler de la crise avec beaucoup de sang-froid. C'est un lieu commun de la gauche de préconiser la relance de la demande interne. Nous pensons qu'il faut commencer par là. La politique du programme commun n'a pas besoin d'être révisée sur ce point qui est l'un des principaux éléments de sa dialectique. Nous voulons relancer l'économie en développant la demande interne. Auprès de qui peut-on le faire, sinon auprès de ceux qui manquent aujourd'hui des moyens d'accroître leurs achats ? Il y a des catégories sociales qui se procurent ce qu'elles veulent, quand elles veulent, mais le plus grand nombre des Français ne le peut pas. Donc, toute la partie du programme commun qui concerne l'accroissement de la demande interne par un meilleur salaire, une amélioration du sort des personnes du troisième âge, la retraite à 60 ans, est d'autant plus justifiée que la crise vient légitimer les thèses de la gauche.



On objectera que, la production ne suivant pas, on risque de créer de nouveaux facteurs d'inflation en aggravant la crise. Eh bien ! ce n'est pas vrai, il n'y a pas de goulet d'étranglement à la production. C'est d'ailleurs ce qu'a indiqué M. Messmer dans son interview au « Figaro », lundi matin, lorsqu'il parle de difficultés d'expansion dans une économie qui tourne à plein. Cela veut bien dire qu'il n'y a pas de goulet d'étranglement pour la production. Elle peut fournir ce que la demande exigera. Et il y a du travail disponible pour des centaines de milliers de travailleurs actuellement au chômage.

La gauche, dit le programme commun, organiserait le contrôle des prix. Naturellement avec sélectivité. Il y a des prix qu'il est parfaitement juste de laisser aller. D'autres doivent être impitoyablement tenus. Le gouvernement actuel fait exactement le contraire : c'est la police des salaires et le laxisme des prix. Que de marchandises dont le prix augmente aujourd'hui et qui n'ont aucun rapport avec le pétrole !

Nous, nous organiserons ce contrôle des prix. Et surtout le contrôle des marges bénéficiaires. Il ne doit pas y avoir de profits illicites.

Le programme commun prévoit que l'Etat devra se rendre maître des circuits financiers et que l'économie sera planifiée. Il faut que l'homme exerce son intelligence, qu'il organise la liberté et, autant que possible, le bonheur de l'individu au sein d'une collectivité harmonieuse. Il faut donc prévoir, sélectionner, choisir. Or, la planification dans un pays comme le nôtre a reculé depuis 1945. Elle fut lancée à une époque où l'on entendait offrir aux producteurs un certain nombre de perspectives prioritaires. Aujourd'hui, ce sont ces groupes de pression qui imposent leurs objectifs. Et pourtant, certains grands maîtres de la pensée libérale reconnaissent la nécessité de la planification. La proposition de créer une agence de planification vient d'être faite aux Etats-Unis et un groupe de sénateurs américains vient de demander la nationalisation des compagnies pétrolières. Si de telles notions commencent à pénétrer aux Etats-Unis, même si les mobiles en sont fort différents, quelle justification pour la théorie socialiste !

La gauche voit donc dans la crise toutes les raisons de persévérer dans ses choix. Cette crise elle-même, dont il ne faut pas exagérer les conséquences, n'en est pas moins le signal indicateur de la faillite d'une société libérale qui sert trop d'intérêts particuliers pour obtenir longtemps encore le consentement du plus grand nombre.

Le programme commun a encore prévu l'appropriation collective de grands moyens de production. C'est-à-dire que, dans une production échappant à tout goulet d'étranglement, nous détiendrons les clés qui permettront de mettre de l'ordre dans ce qu'on appelle la société de consommation, qui développe les gaspillages, qui avant usage remplace un produit par l'autre dans une course effrénée au profit, ces produits étant eux-mêmes proposés par une publicité sans contrôle qui aveugle l'esprit critique.

Prenons un autre exemple : le programme commun dit qu'il faudra établir un plan d'urgence des transports en commun. M. Messmer évoque lui aussi la nécessité de reviser la politique des transports en commun. Mais comment le pourrait-il sans réviser le budget où sont déjà fixés les crédits affectés aux équipements collectifs ? Sans modifier la fiscalité foncière ? Comment le pourrait-il alors que les méthodes d'urbanisme, l'équipement et le financement des grands travaux d'autoroutes, d'électricité, de téléphone, sont conçus de telle manière que ce sont les travailleurs qui paient le prix de la crise ?

Le gouvernement utilise une circonstance difficile, dans laquelle il porte une large part de responsabilité, notamment en refusant toutes les formes de communauté avec les pays voisins et en s'étant associé avec tous les Etats capitalistes et donc industriels à une politique de bas prix de l'énergie et d'exploitation des hommes et des biens des pays du Tiers-Monde. Nous opposons une politique à une autre et nous disons que la nouvelle situation des matières premières dans le circuit économique doit conduire à une politique nouvelle.

En considérant ces problèmes avec sérénité mais aussi avec résolution, sans jamais tromper les Français sur les points où l'effort sera nécessaire, nous avons le sentiment que la façon dont nous procéderons dans les jours à venir pour définir avec précision une politique de l'énergie, une politique de sécurité, une politique monétaire commune aux grands partis de gauche ne fera que continuer, en la perfectionnant, l'analyse que nous avons faite.